

RAPPORT ANNUEL SUR L'APPLICATION DE LA **LOI SUR LE MULTICULTURALISME CANADIEN**

**2011
2012**

PROMOUVOIR L'INTÉGRATION





Bâtir un Canada plus fort : Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) contribue au progrès économique, social et culturel du Canada, et veille à la sécurité des Canadiens tout en gérant l'un des programmes d'immigration les plus vastes et les plus généreux du monde.

Sondage sur les publications

Nous vous invitons à nous fournir des commentaires sur cette publication en répondant à notre sondage électronique qui se trouve au cic.gc.ca/sondage-publications.

Pour obtenir des exemplaires supplémentaires ou de l'information sur les autres publications de CIC, visitez : www.cic.gc.ca/publications

Disponible sur demande en médias substitués.

Visitez-nous en ligne

Site Web : www.cic.gc.ca

Facebook : www.facebook.com/CitCanada

YouTube : www.youtube.com/CitImmCanada

Twitter : [@CitImmCanada](https://twitter.com/CitImmCanada)

© Sa Majesté la Reine du chef du Canada, représentée par le ministre de la Citoyenneté et de l'Immigration, 2013

N° de catalogue Ci95-1/2012

ISSN 1200-2569

C&I-1598-01-2013

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos du ministre.....	4
Introduction : Aperçu du multiculturalisme au Canada.....	7
Première partie : Lutter contre l’antisémitisme au Canada et dans le monde entier	11
Deuxième partie : Le Programme du multiculturalisme en 2011-2012.....	13
Troisième partie : L’application de la <i>Loi sur le multiculturalisme canadien</i> dans l’ensemble des institutions fédérales.....	26
Établir des partenariats.....	27
Promouvoir la compréhension interculturelle	30
Intégrer l’éducation publique et l’action directe	33
Appuyer la recherche et la diffusion	37
Annexe A : Les institutions fédérales ayant soumis des commentaires.....	40
Annexe B : Des sites Web pertinents.....	42





AVANT-PROPOS DU MINISTRE

En ma qualité de ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme, je suis fier de présenter le 24^e Rapport annuel sur l'application de la *Loi sur le multiculturalisme canadien*. Le rapport met en évidence les initiatives entreprises en 2011-2012 à l'échelle de toutes les institutions du gouvernement du Canada, incluant Citoyenneté et Immigration Canada.

Le succès du multiculturalisme au Canada repose sur la participation de tous les citoyens à la société canadienne – et non seulement sur celle des nouveaux arrivants au Canada. C'est pourquoi nous encourageons tous les Canadiens à accueillir les personnes de différentes origines et à approfondir leur compréhension des valeurs, de l'histoire, des institutions, des droits et des responsabilités qui nous unissent en tant que Canadiens.

Le gouvernement du Canada continue de faire avancer la *Loi sur le multiculturalisme canadien* en mettant l'accent sur la compréhension interculturelle et interconfessionnelle, les valeurs partagées, la fierté civique et notre engagement de créer une société pluraliste pacifique.

Citoyenneté et Immigration Canada applique la *Loi sur le multiculturalisme canadien* en contribuant à la création d'une société intégrée et cohésive sur le plan social, en appuyant les institutions afin qu'elles puissent être au service de la population en évolution constante et en prenant part à des discussions internationales sur le multiculturalisme.

Par souci de jeter des ponts entre tous les Canadiens, Citoyenneté et Immigration Canada a continué de fournir du financement par le truchement d'Inter-Action, le Programme de subventions et de contributions pour le multiculturalisme du Canada.

En 2011-2012, nous avons financé des projets comme « Multimédias et multiculturalisme : Une initiative de stage pour accroître l'appartenance ». Ce projet triennal permet d'offrir aux jeunes issus des communautés ethnoculturelles, tout particulièrement les jeunes à risque, des stages dans le secteur des médias. Le but est de rendre les médias encore plus accessibles aux différentes communautés ethnoculturelles du Canada et d'accroître le sentiment d'appartenance des jeunes provenant des communautés ethnoculturelles.

À l'aide du Programme de reconnaissance historique pour les communautés, nous avons continué d'appuyer des projets qui reconnaissent les expériences des communautés touchées par les mesures de guerre ou les restrictions historiques en matière d'immigration, et qui mettent en relief les contributions que ces communautés ont apportées à l'édification de notre pays. Par l'entremise de Citoyenneté et Immigration Canada, le gouvernement a approuvé 15 nouveaux projets dans des communautés des quatre coins du Canada afin de reconnaître les expériences des communautés canadiennes chinoise, juive, italienne et indienne.

Afin de sensibiliser la population aux importantes contributions des Canadiens d'origine africaine en marge du Mois de l'histoire des Noirs, Citoyenneté et Immigration Canada a conçu des outils éducatifs et promotionnels dans le but de commémorer leur rôle dans la guerre de 1812. Ces outils faisaient partie intégrante des efforts déployés à l'échelle de toute l'administration fédérale pour commémorer le bicentenaire de cet important événement historique.

Je suis fier du rôle de chef de file que le Canada assume pour lutter contre l'antisémitisme et faire progresser l'éducation, la commémoration et la recherche au sujet de l'Holocauste. En septembre 2011, le Canada a été le premier pays à signer le Protocole d'Ottawa sur la lutte contre l'antisémitisme. Ce protocole a été le fruit de la deuxième conférence de la Coalition interparlementaire de lutte contre l'antisémitisme, dont le Canada a été l'hôte en 2010.

Le 15 décembre 2011, j'ai eu le plaisir d'annoncer que l'ancien député Mario Silva présidera en 2013, pour le compte du Canada,

le Groupe de travail pour la coopération internationale en matière d'éducation, de mémoire et de recherche au sujet de l'Holocauste, qui porte maintenant le nom d'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste.

Ce ne sont là que quelques points saillants de nos réalisations en 2011-2012 ayant trait à notre Programme du multiculturalisme. Citoyenneté et Immigration Canada continue également de promouvoir la création d'une société intégrée et cohésive sur le plan social à l'aide de ses autres programmes et services, lesquels sont décrits dans le présent rapport. Grâce à ceux-ci, nous pouvons favoriser l'inclusion, la participation civique et la citoyenneté partagée.

Pour encourager l'intégration des nouveaux arrivants et la cohésion sociale entre tous les Canadiens, nous continuons de faire cause commune avec tous nos partenaires. Ceux-ci comprennent, entre autres, les autres institutions fédérales, les autres ordres de gouvernement du Canada ainsi que les organisations et communautés de la société civile.



L'honorable Jason Kenney
Ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme

INTRODUCTION : APERÇU DU MULTICULTURALISME AU CANADA

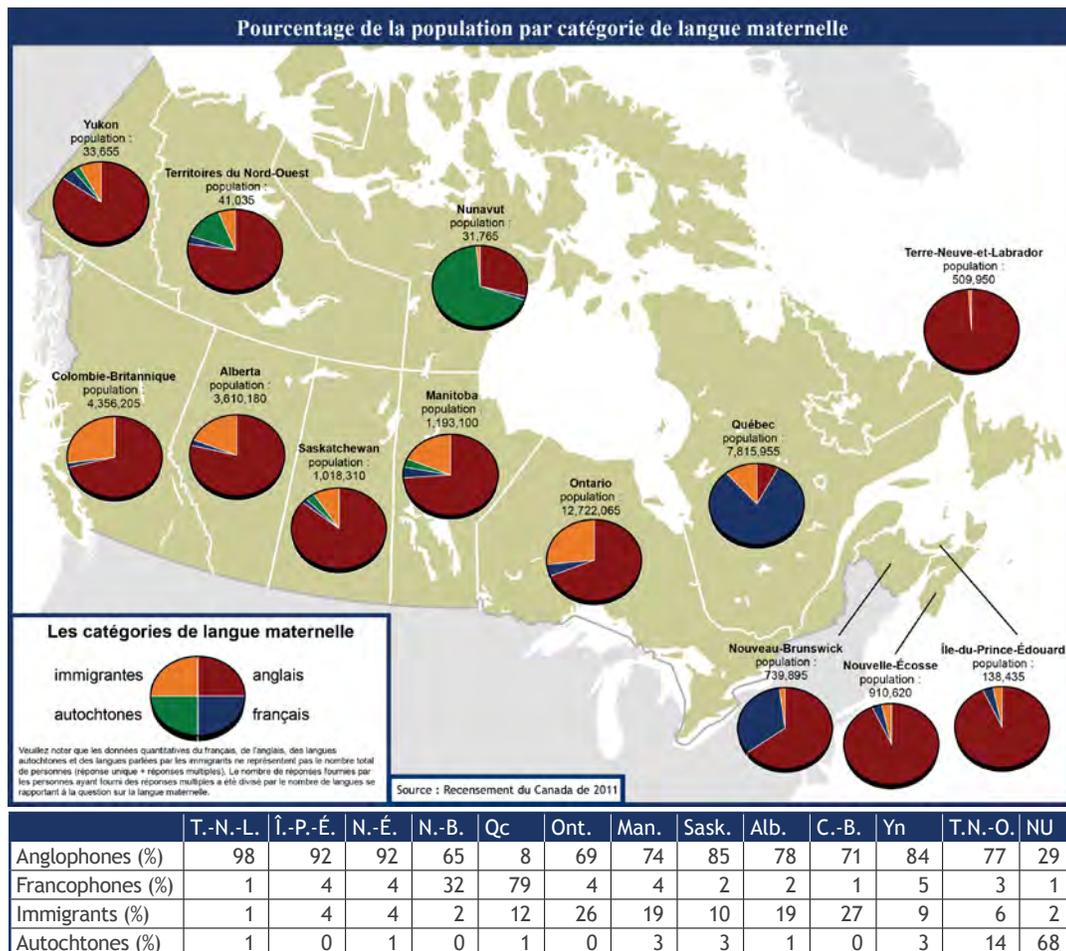
La diversité croissante du Canada

La société canadienne repose sur des assises solides, lesquelles ont été jetées par les trois peuples fondateurs – les Autochtones, les Français et les Anglais – ainsi que sur de solides institutions, une culture et une identité nationales florissantes et des valeurs partagées. Au fil du temps, le Canada a grandi comme nation, en partie grâce aux vagues successives de nouveaux arrivants qui se sont établis dans les villages et les villes d'un bout à l'autre du pays.

Bien que les discussions sur la diversité s'articulent souvent autour de la récente immigration, la diversité canadienne est intrinsèquement plus complexe et dynamique, et elle jouit d'un long historique. Des peuples autochtones, avec leur riche mosaïque de langues, de coutumes et d'expériences, en passant par les histoires des Canadiens de race noire en Nouvelle-Écosse une centaine d'années avant la Confédération jusqu'aux récents

nouveaux arrivants provenant de l'Asie, les Canadiens de plus de 200 ethnicités et de nombreuses confessions ont fait du Canada leur pays. Les Canadiens sont témoins de cette diversité chaque jour, que ce soit dans leurs interactions avec leurs voisins ou dans leur milieu de travail, dans la salle de classe ou dans leur famille, ou encore dans les médias ou dans le cadre d'activités sportives ou culturelles. Le paysage linguistique du Canada témoigne de cette diversité. Par exemple, le français est la langue maternelle de 32 % des résidents du Nouveau-Brunswick, tandis que 27 % de la population de la Colombie-Britannique indique avoir une langue maternelle autre que l'anglais ou le français. Partout au pays, les contributions des Canadiens et des nouveaux arrivants de différentes ethnicités et confessions ont fait la force de ce grand pays.

Figure 1 : Pourcentage de la population par catégorie de langue maternelle



Le multiculturalisme

En intégrant des personnes de différentes origines, le Canada continue de façonner sa société. L'expérience réelle et concrète de ce processus est ce que les Canadiens appellent le « multiculturalisme ». Comme le stipule la *Loi sur le multiculturalisme canadien* (la *Loi*), le multiculturalisme est un cadre politique dirigé par l'État et appuyé par une vaste gamme de programmes. Il reconnaît la diversité des Canadiens – en ce qui a trait à la race, à l'origine nationale ou ethnique, à la couleur de la peau et à la religion – en tant que caractéristique fondamentale et historique de la société canadienne.

Mais le multiculturalisme n'est pas seulement un programme gouvernemental : c'est la réalité quotidienne de notre pays, la réalité dans laquelle les Canadiens d'origines très différentes vivent et travaillent côte à côte, la réalité dans laquelle les nouveaux Canadiens travaillent fort afin d'apprendre nos langues, nos valeurs et nos traditions et, en retour, sont accueillis comme membres à part entière de la famille canadienne. Le pluralisme pacifique du Canada, qui fait l'envie de tant de pays, dépend de la propagation de cet esprit d'accueil communautaire d'un bout à l'autre du pays.

Depuis des générations, le multiculturalisme a été une voie d'intégration pour les nouveaux arrivants provenant du monde entier. Il a aidé les Canadiens, peu importe leurs origines ou leurs croyances, à contribuer à la croissance et à la prospérité de leur nouveau pays. Le multiculturalisme est devenu une valeur partagée qui encourage les nouveaux Canadiens à conserver les traditions familiales, religieuses et culturelles qui s'harmonisent avec les valeurs canadiennes, comme la dignité humaine et l'égalité devant la loi.

La *Loi sur le multiculturalisme canadien*

La *Loi sur le multiculturalisme canadien* (1988) fait partie intégrante d'un cadre législatif plus vaste comprenant la *Loi sur la citoyenneté* (1977), la *Charte canadienne des droits et libertés* (1982), la *Loi canadienne sur les droits de la personne* (1985), la *Loi sur l'équité en matière d'emploi* (1995), la *Loi sur les langues officielles* (1988), la *Loi sur la radiodiffusion* (1991) et la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés* (2002). De plus, la plupart des gouvernements provinciaux et territoriaux ont adopté des lois ou des cadres politiques en vue de promouvoir le multiculturalisme au sein de leur compétence.

La *Loi sur le multiculturalisme canadien* reconnaît la diversité des Canadiens en tant que caractéristique fondamentale et historique de la société canadienne, et elle réaffirme l'importance du concept purement canadien du multiculturalisme au moyen de trois grands thèmes :

- reconnaître la diversité;
- promouvoir la compréhension;
- promouvoir l'égalité des chances et l'élimination des barrières.

La *Loi* donne au gouvernement du Canada une certaine souplesse pour élaborer des politiques, des programmes et des services afin d'aborder les réalités démographiques changeantes. Elle donne au gouvernement du Canada et plus particulièrement au ministre responsable du multiculturalisme, l'impulsion nécessaire pour mobiliser tous les Canadiens, la société civile, le secteur privé ainsi que les institutions et les gouvernements étrangers en vue de perpétuer la société pluraliste pacifique du Canada.

Le Programme du multiculturalisme

Le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration du Canada (CIC) offre une orientation stratégique pour l'application de la *Loi* par le truchement de son Programme du multiculturalisme. Le Programme du multiculturalisme se concentre sur les objectifs politiques suivants :

- bâtir une société intégrée et cohésive sur le plan social;
- appuyer les institutions pour qu'elles soient sensibles aux besoins d'intégration d'une population diversifiée;
- participer à des discussions internationales sur le multiculturalisme.

Ces objectifs sont appuyés au moyen d'un éventail d'activités du Programme du multiculturalisme. Des détails sur ces activités se trouvent tout au long du présent rapport.

Aperçu des activités du Programme du multiculturalisme de CIC

Les buts de la *Loi sur le multiculturalisme canadien* sont promus principalement à l'aide du Programme du multiculturalisme et de ses trois objectifs politiques :

A. Bâtir une société intégrée et cohésive sur le plan social

Le fait de tisser des liens plus solides entre les Canadiens et les communautés peut éviter que l'on importe le racisme et la discrimination au Canada; accroître la sensibilisation et le respect interculturels et interconfessionnels ainsi que la coexistence pacifique; et favoriser un sentiment de citoyenneté et de respect envers les valeurs fondamentales canadiennes. Le Programme du multiculturalisme a recours à une gamme d'outils et de stratégies pour appuyer et promouvoir les interactions positives entre les Canadiens ainsi que favoriser les identités partagées et le respect des valeurs fondamentales. Cela comprend, d'une part,

l'appui de projets qui abordent les besoins des communautés de tous les coins du pays au moyen d'Inter-Action, le Programme de subventions et de contributions pour le multiculturalisme et, d'autre part, la sensibilisation au discours public sur le multiculturalisme et l'orientation de celui-ci à l'aide d'initiatives ciblées d'éducation publique et de sensibilisation. CIC continue de promouvoir l'égalité des chances pour les personnes de toutes les origines. **(Les activités sont énumérées à la deuxième partie.)**

B. Appuyer les institutions pour qu'elles puissent servir une population changeante

L'immigration et le paysage démographique changeant façonnent directement les collectivités canadiennes. À mesure que nos collectivités changent, nos institutions évoluent naturellement elles aussi afin de répondre aux besoins des nouveaux Canadiens. Le gouvernement du Canada soutient ces changements en accordant du financement aux institutions pour les aider à intégrer et à servir les nouveaux Canadiens. Ce financement favorise les principes de la *Loi* et contribue au renforcement de la cohésion sociale. **(Les activités sont énumérées à la troisième partie.)**

C. Participer activement à des discussions sur le multiculturalisme à l'échelle internationale

Les débats publics sur les questions liées au paysage démographique changeant du Canada – notamment, l'accommodement de différentes valeurs et pratiques religieuses, l'identité nationale et la concentration démographique – prennent de plus en plus de place au Canada et ailleurs dans le monde. Le pluralisme pacifique du Canada continue d'être perçu comme un modèle pour l'intégration et la cohésion sociale. Par conséquent, les gouvernements étrangers et les organismes internationaux ont manifesté un intérêt envers le multiculturalisme

canadien et la façon dont nos expériences peuvent être appliquées afin de relever les défis et de tabler sur les possibilités que présentent leurs propres populations de plus en plus diversifiées. Le gouvernement du Canada prend une part active à des discussions avec d'autres pays et d'autres parties intéressées sur des questions d'intérêt commun liées à l'immigration et à la

diversité croissante, dont le racisme, l'antisémitisme et les autres formes de discrimination. Grâce à ces discussions, le gouvernement tire également des leçons des défis auxquels d'autres doivent faire face. CIC continue de promouvoir l'expérience canadienne du pluralisme pacifique en tant que modèle de succès. **(Les activités sont énumérées à la première partie.)**

L'évaluation du Programme du multiculturalisme

Dans le cadre de son plan d'évaluation, CIC a réalisé une évaluation du Programme du multiculturalisme en 2011-2012. L'évaluation du Programme du multiculturalisme portait sur trois grands thèmes : la pertinence, la conception et prestation et le rendement. Conformément aux exigences établies dans la Directive sur la fonction d'évaluation, la pertinence du Programme a été évaluée en fonction : (1) du besoin continu; (2) de sa conformité aux priorités et rôles du gouvernement; et (3) de son harmonisation avec les priorités et objectifs du gouvernement et du Ministère. L'évaluation du rendement du Programme reposait sur un examen de ses résultats en matière : (4) d'efficacité; et (5) d'efficience et d'économie. L'évaluation a été menée par la Direction générale de la recherche et de l'évaluation de CIC d'avril à octobre 2011.

Le rapport d'évaluation est un important mécanisme pour guider le Programme du multiculturalisme de CIC à l'avenir, notamment pour améliorer la production de rapports sur l'application de la *Loi sur le multiculturalisme canadien*. À l'heure actuelle, le Ministère envisage différents moyens d'améliorer encore plus la qualité et la focalisation du rapport annuel sur le multiculturalisme et d'en réduire la taille, de façon à correspondre davantage aux autres rapports présentés par CIC au Parlement. On prévoit que cet examen sera mis en œuvre pour le prochain rapport annuel présenté au Parlement, qui sera le 25^e Rapport annuel sur l'application de la *Loi sur le multiculturalisme canadien*. Le rapport d'évaluation et la réponse de la direction ont été diffusés sur le site Web de CIC : <http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/evaluation/index.asp>

PREMIÈRE PARTIE :

LUTTER CONTRE L'ANTISÉMITISME AU CANADA ET DANS LE MONDE ENTIER

Le gouvernement du Canada encourage et appuie le dialogue interculturel et interconfessionnel à l'échelon national et international pour lutter contre toutes les formes de racisme et de discrimination injuste, y compris l'antisémitisme. Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) joue un rôle international de premier plan pour lutter contre l'antisémitisme et promouvoir l'éducation, la mémoire et la recherche sur l'Holocauste, en collaboration avec d'autres ministères et organisations non gouvernementales.

Le gouvernement du Canada prend la direction de la lutte contre l'antisémitisme dans le monde

En juillet 2011, à la suite d'une enquête de deux ans sur l'antisémitisme au Canada, la **Coalition parlementaire canadienne de lutte contre l'antisémitisme** a rendu public son rapport final. Les recommandations du rapport étaient basées sur dix audiences publiques et quelque 200 mémoires reçus par la Coalition en 2009-2010. Le rapport s'est penché sur le rôle de l'application de la loi, des médias sociaux et de l'éducation postsecondaire dans la lutte contre l'antisémitisme, et ses recommandations comprenaient : cerner et définir la nature de l'antisémitisme; faire cause commune avec les institutions canadiennes; adopter une définition claire de l'antisémitisme; et analyser la portée de l'antisémitisme au Canada ainsi que mettre de l'avant des recommandations pour aborder les problèmes soulevés.

En septembre 2011, le ministre Jason Kenney et le ministre des Affaires étrangères, John Baird, ont signé le **Protocole d'Ottawa sur la lutte contre l'antisémitisme**. Ce protocole a été le fruit de la deuxième conférence de la Coalition interparlementaire de lutte contre l'antisémitisme, tenue à Ottawa, en novembre 2010. Le Protocole vise à obtenir l'engagement des gouvernements à mesurer et à aborder les crimes motivés par la haine, à combattre le discours haineux, à améliorer la sensibilisation à l'antisémitisme, à respecter la Convention pour la prévention et la répression du crime de génocide (1948) et à adopter des positions fermes en matière de politique étrangère pour les questions liées à l'antisémitisme, lorsque nécessaire. Le Canada a eu l'honneur d'être le premier pays à signer officiellement le Protocole. Qui plus est, en 2011, le Canada a boycotté des activités de commémoration de la Déclaration de Durban et de son Programme d'action, aussi connus sous le nom de Durban III, en raison de sérieuses préoccupations touchant l'antisémitisme largement répandu à la Conférence.

Le Canada est membre de l'**Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste** (AIMH), anciennement connue sous le nom de **Groupe de travail pour la coopération internationale en matière d'éducation, de mémoire et de recherche au sujet de l'Holocauste** (ITF). En décembre 2011, on a annoncé qu'en 2013 le Canada assurerait la présidence de l'ITF (maintenant l'AIMH), et le ministre Kenney a nommé l'ancien député, M. Mario Silva, au poste de président désigné. Le ministre

Kenney a mis en place un conseil consultatif pour appuyer le président, coprésidé par M. Silva et la sénatrice Linda Frum, et formé d'experts provenant de partout au Canada, notamment des universitaires, des directeurs de musées, des présidents-directeurs généraux et des chefs de file provenant de la communauté juive. À titre de président de l'AIMH pour 2013, le Canada sera l'hôte d'une réunion rassemblant plus de 30 États membres de l'AIMH, qui aura lieu en octobre 2013. En 2011, une délégation canadienne, formée de fonctionnaires et d'experts de la société civile, a assisté à deux conférences de l'AIMH dans les Pays-Bas, dans le cadre de l'année de présidence néerlandaise. Le Canada a contribué activement à un certain nombre de priorités de l'AIMH, dont l'administration du programme de subventions de l'AIMH et l'élaboration du plan de travail pluriannuel de l'AIMH. Pour plus d'information, consultez le site <http://www.cic.gc.ca/francais/multiculturalisme/holocauste.asp>.

CIC appuie aussi les initiatives en matière d'Holocauste et de liberté religieuse dirigées par Affaires étrangères et Commerce international Canada. Le ministère des Affaires étrangères et du Commerce international dirige le projet du Monument national de l'Holocauste, qui sera érigé dans la région de la capitale nationale. Le monument rassemblera les Canadiens de toutes les confessions et servira de rappel permanent que nous devons faire front commun contre l'intolérance et la haine. Les Affaires étrangères abriteront aussi le nouveau Bureau de la liberté de religion. Annoncé initialement dans le discours du Trône de 2011, le Bureau promouvra et protégera la liberté de religion et de croyance, qui s'harmonise avec les valeurs fondamentales canadiennes comme la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit. De plus, le Bureau appuiera le caractère interconfessionnel et multiculturel du Canada.



Le ministre de la Citoyenneté, de l'Immigration et du Multiculturalisme, Jason Kenney, à la signature du Protocole d'Ottawa sur la lutte contre l'antisémitisme.

Ottawa, 2011

DEUXIÈME PARTIE :

LE PROGRAMME DU MULTICULTURALISME EN 2011-2012

Cette partie met en lumière les principales activités entreprises par Citoyenneté et Immigration Canada (CIC) du 1^{er} avril 2011 au 31 mars 2012 par le truchement du Programme du multiculturalisme et d'initiatives complémentaires visant à promouvoir l'intégration.

APPUYER L'INTÉGRATION ET JETER DES PONTS

La *Loi sur le multiculturalisme canadien* (alinéa 3(1)g)) encourage le gouvernement du Canada à promouvoir l'interaction entre les Canadiens. En jetant des ponts, les Canadiens peuvent travailler ensemble pour appuyer l'intégration et renforcer la cohésion sociale.

Inter-Action, le Programme de subventions et de contributions pour le multiculturalisme du Canada, appuie les initiatives qui contribuent

directement aux objectifs du Programme du multiculturalisme. Le financement est fourni au moyen de deux volets : le volet Projets et le volet Activités.

Le **volet Projets d'Inter-Action** offre du financement pluriannuel à long terme en vue de projets qui appuient la création d'une société intégrée et cohésive sur le plan social. En 2011-2012, du financement a été approuvé pour 30 projets, pour un montant total de 7 658 378 \$.

Le **volet Activités d'Inter-Action** offre du financement en vue d'activités communautaires qui favorisent la compréhension interculturelle, la mémoire et fierté civiques ainsi que le respect des valeurs démocratiques de base. En 2011-2012, 202 activités ont été approuvées à des fins de financement, pour un montant total de 1 848 601 \$.

En 2011-2012, le financement accordé aux **volets Projets et Activités du programme Inter-Action** incluait les initiatives suivantes :

PROJETS

Discussion sur la diversité, le multiculturalisme et la citoyenneté

Rencontres du Canada (RDC) Ottawa (Ontario)

RDC est le plus grand et le plus important forum jeunesse au Canada. Chaque semaine durant l'année scolaire de 26 semaines, il accueille entre 120 et 148 élèves âgés de 14 à 17 ans. Les participants visitent Ottawa afin de découvrir leur pays, de se familiariser avec les institutions canadiennes, de rencontrer des Canadiens célèbres et accomplis, d'explorer des options de carrières, de perfectionner leurs compétences en leadership et de vivre une expérience bilingue. Plus de 87 500 élèves ont participé au RDC depuis sa création, il y a 29 ans.

Chaque semaine comporte une thématique différente, notamment la politique canadienne, Vimy : Passage vers

l'autonomie du Canada, la Gendarmerie royale du Canada, les affaires internationales ainsi que les arts et la culture. Le programme est reconnu et appuyé par tous les ministères de l'éducation provinciaux et territoriaux, en plus d'être admissible au prix du Duc d'Édimbourg. Les objectifs de l'atelier hebdomadaire de discussion sur la diversité consistent à : 1) contribuer à la sensibilisation interculturelle; 2) faire participer les jeunes Canadiens de différentes origines ethniques, religieuses et raciales à un dialogue informé portant sur la diversité, le multiculturalisme et la citoyenneté; et 3) encourager les jeunes à prendre position contre le racisme et l'intolérance connexe à l'école ainsi qu'au sein de leurs collectivités.

Le projet Multicultural Youth Community Connections (MYCC)

The Gateway Centre for New Canadians
Mississauga (Ontario)

Le projet Multicultural Youth Community Connections (MYCC), d'une durée de deux ans (24 mois), est une initiative axée sur les jeunes. Le but du projet est de former de jeunes leaders provenant des communautés interculturelles. Le projet comporte les volets suivants : des ateliers, de la formation en leadership interculturel, de l'éducation sur la citoyenneté, des projets communautaires dirigés par des jeunes ainsi que des activités éducatives interculturelles et interconfessionnelles. Grâce à l'intervention conçue, on offre aux jeunes de la formation en leadership interculturel, des compétences interculturelles, des compétences en établissement de partenariats ainsi que des compétences en citoyenneté active qui débouchent sur l'élaboration de projets communautaires dirigés par des jeunes. Les jeunes peuvent perfectionner leurs compétences en conception, en élaboration et en exécution de projets communautaires. Environ 120 jeunes issus de communautés ethnoculturelles, de jeunes à risque et de jeunes immigrants prennent part au projet. Cette initiative offre des occasions d'apprentissage expérientiel mutuel et d'éveil d'empathie permettant aux jeunes d'aborder les problèmes de cohésion sociale auxquels font face leurs communautés.

Bleuets émergents : L'immigrant au cœur d'une région (un projet d'intégration des immigrants mis en œuvre par Portes Ouvertes sur le Lac)

Portes Ouvertes sur le Lac (un service d'accueil des immigrants pour la région du lac Saint-Jean)
Saint-Felicien (Quebec)

Le projet Bleuets émergents a vu le jour à la suite d'un processus régional visant l'interaction positive entre les différentes communautés ethniques et religieuses de la région du Saguenay-Lac-Saint-Jean. Une composante du projet consistera à perfectionner les compétences de 120 immigrants à l'aide de deux séries de 16 ateliers. Une deuxième composante sollicitera la participation des immigrants à titre de bénévoles et permettra de rassembler les communautés au moyen de 15 activités s'adressant au grand public et centrées sur la compréhension interculturelle. Ces activités formeront des jalons d'apprentissage pour les participants aux ateliers. Au cours de la première année, les

participants seront initiés au bénévolat; au cours de la deuxième année, ils pourront assumer certaines responsabilités, tandis qu'au cours de la troisième année, ils seront chargés de tous les aspects de l'organisation d'une activité interculturelle. De plus, les participants aideront à élaborer et à diffuser des outils pour aider les institutions publiques de la région à mettre en œuvre leurs politiques en matière d'accueil et d'intégration des nouveaux arrivants.

À la découverte de nos cultures St. John's (Terre-Neuve-et-Labrador)

Le projet À la découverte de nos cultures fait participer 150 jeunes élèves ayant un patrimoine culturel, linguistique et religieux diversifié, afin qu'ils mettent en valeur leurs cultures dans le cadre d'un forum public rassemblant environ 500 membres du grand public et 1 500 enfants d'âge scolaire de Terre-Neuve-et-Labrador. Les bénéficiaires de ce projet sont des jeunes immigrants d'âge scolaire qui se rencontrent régulièrement pour préparer leur matériel d'information, tout en acquérant des aptitudes interpersonnelles et des compétences en organisation, en communication, en gestion du temps, en recherche, en informatique et en présentation. Ce projet permet aussi aux jeunes participants de tirer parti d'échanges interculturels et de nouer des amitiés. Les élèves de la sixième année et leurs enseignants des écoles de St. John's et des milieux ruraux approfondissent leur compréhension de la diversité culturelle tout en interagissant avec ces jeunes, ce qui vient enrichir leurs expériences interculturelles.

ACTIVITÉS

Le 75^e anniversaire du scoutisme à Richmond
Scouts Canada
Richmond (Colombie-Britannique)

Le district de Richmond de Scouts Canada a célébré le 75^e anniversaire de sa présence au sein de la collectivité de Richmond, au parc Minoru, à Richmond (Colombie-Britannique), du 10 au 12 juin 2011. À l'aide du thème « Célébrer la diversité culturelle et l'histoire » et en se servant du scoutisme comme dénominateur commun pour établir des liens entre les diverses cultures, cette activité a permis d'attirer 1 500 participants de différentes cultures et groupes ethniques et confessionnels. Il a jeté des ponts entre les différentes communautés au moyen d'une variété d'activités interactives, comprenant des prestations et démonstrations

culturelles, des activités de scoutisme, des arts et de l'artisanat, des activités destinées aux enfants, l'exposition d'archives historiques, ainsi que des kiosques d'information interactifs sur les programmes et les services offerts localement. Cette activité a illustré la participation de différents groupes à la collectivité et a créé des occasions d'interaction concrètes entre eux, tout en mettant en relief la composition riche et diversifiée de la région.

Diversity @ Work – Faith in the Workplace Dialogues

Skills for Change
Toronto (Ontario)

L'activité proposée, Diversity @ Work – Faith in the Workplace Dialogues, était une initiative d'éducation publique et d'édification de la nation. Cette activité a appuyé l'engagement continu visant à créer un avenir dans lequel la diversité en milieu de travail est la pierre angulaire des éléments qui font du Canada un grand pays. Également, cette activité a permis de rassembler environ 200 professionnels de la gestion de la diversité ainsi que des dirigeants confessionnels en vue de tenir un dialogue au sujet du rôle de la confession et de la culture dans le milieu de travail canadien. Les participants ont eu l'occasion de se pencher sur les façons dont les traditions religieuses et les croyances spirituelles façonnent et orientent le milieu de travail. Ils ont exploré : la prospérité et le rôle de la diversité et de l'inclusion; les intérêts des intervenants; et la responsabilité sociale organisationnelle. À la suite de cette activité, Skills for Change a colligé les conclusions découlant de ces dialogues et les a incluses tout au long de l'année dans des activités ayant recours aux médias sociaux.

Other People's Heaven: The Viola Desmond Story

Agence de développement régional de Pictou
New Glasgow (Nouvelle-Écosse)

Pour célébrer le Mois de l'histoire des Noirs, l'Agence de développement régional de Pictou, en partenariat avec la ville de New Glasgow et la Black Educators Association, a invité le dramaturge et acteur Beau Dixon et les membres de la compagnie de théâtre Firebrand Theatre Company à New Glasgow en vue de présenter Other People's Heaven: The Viola Desmond Story. Cette activité de théâtre, de discussion et d'apprentissage a rassemblé différentes cultures

pour célébrer les divers patrimoines africains en proposant un dialogue sur des questions touchant la justice sociale de façon dynamique et interactive. L'auditoire comprenait des résidents établis d'origine africaine, autochtone, écossaise, européenne et des îles Britanniques, ainsi que des néo-Canadiens de différentes cultures, notamment indienne, coréenne, irakienne, allemande, anglaise, argentine, africaine et russe. Cette prestation unique a mis en montre des spectacles sur scène pour éduquer le public et comportait une discussion thématique facilitée par les acteurs et le dramaturge-réalisateur.

Multicultural Mosaic Festival

Canada Pakistan Friendship Association
Mississauga (Ontario)

La Canada Pakistan Friendship Association a organisé un festival multiculturel d'une journée pour les résidents du nord-ouest de Mississauga. Le Multicultural Mosaic Festival a fait ressortir la diversité qui existe à Mississauga, tout en offrant des occasions d'établir des liens entre les résidents originaires de l'Inde, du Pakistan, de la Chine, des Philippines, de la Pologne, de la Russie, du Népal, de l'Europe de l'Est et de l'Afrique. Ce festival a suscité et a encouragé la compréhension interculturelle en mettant en vedette les nombreuses traditions musicales et culinaires, en organisant des séances de questions-réponses tout au cours de la journée, en présentant un concours d'artistes amateurs s'adressant aux jeunes et aux personnes âgées et en proposant d'autres jeux et activités. Il en a résulté des occasions concrètes d'interaction positive entre les participants. De plus, ce festival a contribué à favoriser la compréhension interculturelle et interconfessionnelle entre les membres des différentes communautés ethnoculturelles et religieuses.

Connaissez-vous vos obligations?

Le Regroupement des femmes immigrantes francophones
Toronto (Ontario)

Une activité intitulée Journée civique a été organisée en tant que tribune de discussion sur les droits et les responsabilités des francophones au Canada. Cette activité était ouverte au grand public. Plus d'une centaine de francophones, notamment des élèves, des jeunes, des aînés, des familles du Congo, d'Haïti, du Cameroun, de la Côte d'Ivoire, de la France, du Maroc, etc., ainsi que des Franco-Ontariens ont pris part à cette activité d'une journée.



Le ministre Kenney et Mme Baljit Sethi, lauréate du Prix Paul Yuzyk pour le multiculturalisme de 2011.

Ottawa, 2011

RECONNAÎTRE LA DIVERSITÉ HISTORIQUE DU CANADA

Le **Prix Paul Yuzyk pour le multiculturalisme** a été lancé en 2009 afin de reconnaître des personnes vouées à la promotion du multiculturalisme et à l'intégration des nouveaux arrivants au Canada. Le prix de 2011 a été décerné dans la catégorie « Ensemble des réalisations » à une personne exceptionnelle, Baljit Sethi. Née en Inde en 1933, Mme Sethi a émigré au Canada en 1972. En 1976, elle a fondé la Immigrant Services Society of Prince George, maintenant connue sous le nom de Immigrant and Multicultural Services Society (IMSS). Dans le cadre de son travail avec la IMSS, Mme Sethi a constaté que l'intégration des nouveaux arrivants dans la communauté pouvait être mieux soutenue à l'aide de programmes multiculturels et de la promotion de l'harmonie raciale. Activiste et défenseuse des intérêts des immigrantes, Mme Sethi est devenue une source d'inspiration pour l'ensemble de la communauté. Forte d'une quarantaine d'années consacrées au service de l'intégration des nouveaux arrivants et de la promotion du multiculturalisme, Mme Sethi a apporté des contributions exceptionnelles au multiculturalisme et à l'intégration des nouveaux arrivants.

Éducation publique et action directe

Chaque année en mai, les précieuses contributions des Canadiens d'origine asiatique au développement de l'histoire, de l'identité et de la société canadiennes sont reconnues. Dans le cadre du **Mois du patrimoine asiatique**, CIC a établi un partenariat avec la Fédération vietnamienne du Canada, en collaboration avec le Centre vietnamien du Canada, en vue de la lecture de passages d'un livre par l'auteure Kim Thúy. Née à Saïgon en 1968, Mme Thúy a quitté le Vietnam, son pays natal, en 1978 avec ses parents et ses deux frères afin de fuir un régime répressif communiste. Leur voyage a commencé dans la cale répugnante d'un bateau de pêche,

s'est poursuivi par un pénible séjour dans un camp de réfugiés malaisiens, avant de se terminer au Québec, où sa famille a appris à s'adapter à un mode de vie extrêmement différent. Dans son premier roman, *Ru*, Mme Thúy nous raconte son incroyable voyage. En 2010, l'auteure a reçu un prix du Gouverneur général pour son ouvrage. Environ 200 invités de marque ont assisté à cet événement et ont eu l'honneur de rencontrer Mme Thúy au cours d'une session de dédicace.

Au nombre des activités du Mois du patrimoine asiatique, on comptait aussi la projection du film acclamé *Mao's Last Dancer*, qui relate l'histoire extraordinaire d'un jeune garçon issu de la pauvreté et l'oppression, de son apprentissage éprouvant comme danseur de ballet classique en Chine communiste, de son ascension au sommet de la renommée internationale et de la liberté créatrice dont il jouit en Amérique. Le film a été finaliste dans la catégorie du choix du public au Festival international du film de Toronto en 2009.

Fondé en 1987, le Centre vietnamien du Canada (CVC) a été établi principalement dans le but de servir de centre de ressource sur la culture vietnamienne et les questions liées à la réinstallation et à l'intégration des réfugiés et immigrants vietnamiens au Canada. Il sert de foyer pour les activités communautaires vietnamiennes dans la région de la capitale nationale et fait office de bureau national pour la Fédération vietnamienne du Canada, une organisation-cadre au sein de la communauté vietnamienne. Paul Nguyen, le lauréat du Prix Paul Yuzyk de 2010, a choisi de donner la subvention de 20 000 \$ qui accompagnait son prix au CVC.

En février 2012, en marge des célébrations annuelles du **Mois de l'histoire des Noirs**, le Ministère a forgé des partenariats avec différentes organisations, comme le Musée canadien de la guerre, afin de mettre le décor en place en vue d'un mois exceptionnel

foisonnant d'activités commémoratives. Réflétant l'ensemble des activités commémoratives organisées par le gouvernement du Canada à l'occasion du bicentenaire de la guerre de 1812, le thème

du Mois de l'histoire des Noirs de cette année était « La guerre de 1812 : la contribution des soldats noirs dans la lutte pour le Canada ».

Le Mois de l'histoire des Noirs 2012 La guerre de 1812 : la contribution des soldats noirs dans la lutte pour le Canada

Le 1^{er} février 2012, le Ministère a inauguré le Mois de l'histoire des Noirs en organisant une réception en soirée au Musée canadien de la guerre, à Ottawa. Quelque 300 invités de marque ont eu l'occasion d'entendre l'artiste locale Mme Nambuusi « Rita Carter » Kyeiyune interpréter l'hymne national. Le maître de cérémonie, le sénateur Don Meredith, a animé fièrement cette soirée et a présenté différents conférenciers comme le ministre Kenney, le président-directeur général de la Société canadienne des postes, Deepak Chopra, et le président-directeur général de la Société du Musée canadien des civilisations, Mark O'Neill. Le programme de la soirée comprenait aussi un dévoilement de timbres par la Société canadienne des postes, en collaboration avec la Ontario Black History Society et la Ottawa Black History Month Society. Également, les membres de l'auditoire ont eu le plaisir d'assister à une reconstitution de la vie de Richard Pierpoint, un soldat canadien d'origine africaine qui a combattu pendant la guerre de 1812. Ses contributions ont finalement donné lieu à la formation du « Coloured Corps ». Afin d'appuyer davantage le thème de cette année, une vidéo de cette reconstitution a été produite et diffusée sur le site Web de CIC.

Par souci de faire participer le grand public et d'accroître la sensibilisation aux importantes contributions des Canadiens

d'origine africaine à la lutte pour le Canada, CIC a conçu des outils éducatifs et promotionnels sur le Mois de l'histoire des Noirs et la guerre de 1812. Richard Pierpoint et l'ensemble des contributions des soldats canadiens de race noire ont été mis en valeur dans la série d'affiches de cette année.

Pour mieux faire connaître le thème de la guerre de 1812 et le Mois de l'histoire des Noirs, CIC a établi un partenariat avec la Commission de la capitale nationale au cours du Bal de Neige au parc Jacques-Cartier, à Gatineau (Québec), en février, afin de présenter des reconstitutions du rôle de Richard Pierpoint à titre de loyaliste noir.

De concert avec le Musée canadien de la guerre et Parcs Canada, CIC a ajouté une nouvelle salle sur la guerre de 1812 et les contributions des Canadiens d'origine africaine au Musée virtuel de l'histoire des Noirs du Canada, qui se trouve sur la page Web du Coin Web des enseignants et des jeunes de CIC. Dans le même ordre d'idées, un plan de leçons a été conçu dans le but de renseigner les enseignants et les élèves au sujet de l'histoire des Canadiens de race noire, de la guerre de 1812 et de l'esclavage en général.



Les festivités et les activités organisées dans le cadre du Mois de l'histoire des Noirs rendent hommage au patrimoine des Canadiens de race noire, d'hier à aujourd'hui. L'édition 2012 du Mois de l'histoire des Noirs a reconnu le bicentenaire de la guerre de 1812 et les contributions des soldats noirs.



L'acteur Marcel Joseph reconstituant la vie de Richard Pierpoint, un héros canadien de la guerre de 1812.

Commémorer les communautés

Le **Programme de reconnaissance historique pour les communautés (PRHC)** finance des projets communautaires commémoratifs et éducatifs qui permettent de reconnaître les expériences des communautés touchées par les mesures de guerre et les restrictions indues en matière d'immigration qui ont été appliquées au Canada. En 2011-2012, 15 nouveaux projets totalisant plus de 4,6 millions de dollars ont été approuvés

en vue du financement. Ces projets ont lieu dans des communautés des quatre coins du Canada et reconnaissent les expériences des communautés canadiennes d'origines chinoise, juive, italienne et indienne. À ce jour, 69 projets ont été financés aux termes du PRHC. Pour plus d'information sur le Programme de reconnaissance historique pour les communautés, consultez le site <http://www.cic.gc.ca/francais/multiculturalisme/programmes/comunaute.asp>.



Le Italian Community Centre de la région de la capitale nationale a érigé le mur commémoratif Piazza Dante, au parc Dante d'Ottawa, en hommage au courage dont les Italo-Canadiens ont fait preuve et à leur loyauté envers le Canada durant la Deuxième Guerre mondiale.

Descriptions de certains projets financés par le Programme de reconnaissance historique pour les communautés

Lost Years: The Chinese Canadian Struggle for Justice Chinese Graduates Association of Alberta Edmonton (Alberta)

La Chinese Graduates Association of Alberta, en partenariat avec Lost Years Production Inc., a produit une minisérie documentaire composée de deux parties, intitulée *Lost Years: The Chinese Canadian Struggle for Justice*, à des fins de télédiffusion à l'échelle nationale. La minisérie en anglais contenant des sous-titres en chinois se compose de deux épisodes de 42 minutes. Le premier épisode relate, à travers les histoires et les souvenirs du lieutenant-gouverneur sortant de l'Alberta, Norman L. Kwong, l'histoire de la taxe d'entrée imposée en Alberta et dans l'Ouest canadien ainsi que son incidence sur les premiers migrants chinois. Les histoires d'illustres personnalités sino-canadiennes sont entrelacées avec celles de pionniers communautaires. Le deuxième épisode traite des efforts déployés de nos jours par la communauté sino-canadienne afin d'obtenir réparation, des excuses officielles présentées par le premier ministre le 22 juin 2006, des contributions apportées par différents Sino-Canadiens à leur pays et de l'engagement envers la justice qui formera l'héritage des générations futures. Le film a fait ses débuts le 5 décembre 2011 au festival international du film documentaire de Guangzhou. Il a de plus été télédiffusé sous forme de minisérie par le réseau CBC ainsi que sur les ondes de chaînes régionales et spécialisées. Le film a été en nomination pour différents prix. Afin de promouvoir le documentaire à la fois comme ressource pédagogique et historique populaire adéquate, Lost Years Production Inc. a également produit une version du film sur DVD/VHS pour diffusion auprès des groupes communautaires, des écoles et du grand public. On espère que les éducateurs utiliseront ce documentaire dans le cadre de leurs cours d'études sociales et qu'il servira de rappel historique des sacrifices et des contributions de la communauté sino-canadienne.

Italian Canadians During World War II Columbus Centre Toronto (Ontario)

Le Columbus Centre reconnaît et commémore les expériences des Italo-Canadiens durant la Deuxième Guerre mondiale, en plus de sensibiliser la population à celles-ci. Ce projet comprenait

les principales composantes suivantes : 1) l'enregistrement de 86 témoignages de personnes touchées par l'internement d'un bout à l'autre du Canada; 2) l'élaboration d'un inventaire en ligne convivial et exhaustif des ressources imprimées, audio, visuelles et électroniques sur l'internement que pourront utiliser les élèves, les chercheurs et le grand public; 3) la création d'une exposition permanente sur l'internement au Columbus Centre, en plus d'une version en ligne de l'exposition; 4) l'érection d'un mur commémoratif mettant en vedette une liste complète des noms des personnes internées à des fins d'inclusion dans l'exposition; et 5) la publication d'un document universitaire sur les conclusions du projet qui servira à la fois d'héritage et d'incitatif en vue d'assurer la participation essentielle au projet de la part des universitaires. Les produits ont été grandement publicisés auprès de la communauté italo-canadienne, des conseils scolaires et du grand public à l'aide d'une importante campagne médiatique et d'une activité de lancement.

OCCSC Historical Project Ottawa Chinese Community Service Centre Ottawa (Ontario)

Le Ottawa Chinese Community Service Centre (OCCSC) a obtenu du financement en vue d'un projet visant à publier numériquement les histoires de familles et de communautés sino-canadiennes d'Ottawa et de la région avoisinante touchées par la taxe d'entrée imposée aux immigrants chinois et la loi d'exclusion. Les membres des familles des personnes qui ont payé la taxe d'entrée ont été interviewées et, lorsque possible, des documents historiques (photographies, lettres, etc.) ont été fournis. Des histoires et documents historiques numérisés ont été offerts à un dépôt mis à la disposition du public dans la bibliothèque numérique de l'Université de la Colombie-Britannique. L'OCCSC a également diffusé toutes les histoires, les documents historiques et les entrevues en ligne à l'adresse <http://LivesOfTheFamily.com>. Les histoires numérisées décrivent les défis gigantesques et les réalisations précieuses des colons chinois, et elles serviront de ressource pédagogique pour les générations futures et les chercheurs.

Monument commémorant le *Komagata Maru*

Khalsa Diwan Society
Vancouver (Colombie-Britannique)

La Khalsa Diwan Society a reçu du financement pour deux projets distincts, soit un musée et un monument, visant à commémorer l'incident du *Komagata Maru* survenu en 1914. Ces projets ont pour but d'offrir un symbole concret et puissant pour la reconnaissance et la guérison des Indo-Canadiens et d'autres communautés sud-asiatiques, tout en renseignant les Canadiens sur l'incident et les contributions de la communauté indo-canadienne à l'édification du Canada.

The *St. Louis Ship of Fate*

Atlantic Jewish Council
Halifax (Nouvelle-Écosse)

Une version itinérante de l'exposition chaudement applaudie *The St. Louis Ship of Fate* (un paquebot allemand dont les 937 passagers juifs allemands se sont vu refuser l'accès au Canada en 1939) a été conçue et fera une tournée pancanadienne. Cette exposition bilingue est assortie d'un site Web contenant des ressources pédagogiques pour les enseignants, du matériel de marketing et d'évaluation et un guide d'installation de l'exposition pour les musées hôtes. Le Atlantic Jewish Council présentera cette exposition en tournée pendant au moins les dix prochaines années.

Les partenaires clés

Le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration encourage et appuie les institutions sociales, culturelles, économiques et politiques du Canada afin qu'elles respectent et considèrent dûment le caractère multiculturel du Canada.

De plus, le gouvernement du Canada apporte d'importantes contributions à de nombreuses organisations sans but lucratif avec lesquelles il travaille et qui commémorent et assurent la promotion du multiculturalisme au Canada et à l'échelle internationale.

La **Fondation canadienne des relations raciales** (FCRR) a été fondée en 1997 à l'aide d'un fonds de dotation de 24 millions de dollars offert par le gouvernement du Canada pour servir de centre d'expertise national et de promoteur actif des questions de lutte contre le racisme au Canada. En 2011, la FCRR a créé un réseau interconfessionnel national composé de plus de 20 communautés confessionnelles et culturelles qui servira de tribune pour la promotion de la discussion interreligieuse, avec l'appui de CIC. De plus, la FCRR a organisé des tables rondes pour les élèves, les communautés d'ONG, les gouvernements et le grand public canadien qui portaient sur une variété de sujets, comme

les droits humains fondamentaux, la démographie et l'intégration ainsi que les crimes d'honneur. La Causerie canadienne annuelle de 2011, présentée par Keith Conn, directeur des opérations de l'Institut de la statistique des Premières Nations, a mis en relief quelques-uns des nombreux défis auxquels font face les Premières Nations canadiennes dans le domaine de la santé, de l'éducation et du logement. Pour plus d'information, consultez le site Web de la FCRR à <http://www.crr.ca>.

Le **Centre mondial du pluralisme** (CMP) a été fondé à Ottawa en 2006 par Son Altesse l'aga Khan, lequel a été inspiré par l'approche du Canada envers le pluralisme, à l'aide d'une subvention de 30 millions de dollars du gouvernement du Canada et de 30 millions de dollars supplémentaires engagés par Son Altesse l'aga Khan. Le CMP a pour but de promouvoir le pluralisme en tant que valeur humaine fondamentale et de servir de pierre angulaire pour la paix, la stabilité et le développement à l'échelle planétaire. En 2011-2012, le CMP a participé à une variété d'initiatives pour promouvoir le multiculturalisme. En septembre 2011, John McNee, l'ancien représentant permanent du Canada aux Nations Unies, a été nommé au

poste de secrétaire général du CMP, soit la première personne à occuper ce poste, ce qui permettra au CMP de renforcer sa promotion internationale du pluralisme pacifique en tant que solution aux défis que doivent relever les sociétés de plus en plus multiethniques. Des consultations ont été entreprises auprès des intervenants au Canada et à l'échelon international afin de guider l'élaboration d'un plan stratégique triennal. Le CMP, qui occupera éventuellement les locaux de l'ancien Musée canadien de la guerre à Ottawa, a conçu un plan directeur d'emplacement regroupant le Centre, le Musée des beaux-arts du Canada et la Monnaie royale canadienne. Pour plus d'information, consultez le site Web du CMP à <http://www.pluralisme.ca>.

Le **Fonds canadien de reconnaissance de l'internement durant la Première Guerre mondiale** a été créé en 2008 par la Fondation ukraino-canadienne Taras Shevchenko grâce à une dotation de 10 millions de dollars du gouvernement du Canada. En 2011-2012, du financement a été accordé à différentes initiatives, notamment :

- Le Centre d'interprétation de Spirit Lake, qui a ouvert à La Ferme (Québec). Le Centre a été construit sur les lieux du deuxième plus important camp de

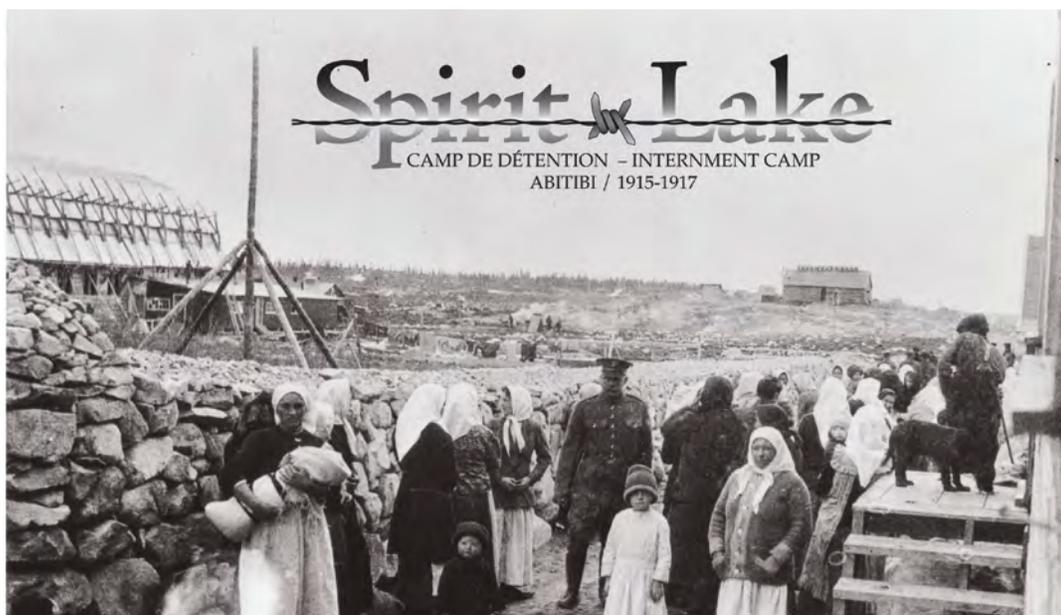
détention du Canada et il est une commémoration permanente des expériences de 1 200 personnes internées.

- Le projet de restauration du cimetière de Kapuskasing, qui comprend la reconstruction du monument du cimetière érigé par les personnes internées, l'identification de toutes les personnes internées enterrées au cimetière ainsi que le remplacement et l'installation de 28 pierres tombales.
- Une campagne publicitaire nationale, intitulée *What's in Your Trunk?*, a été lancée dans le but de repérer des artefacts provenant des activités d'internement au Canada de 1914 à 1920.

Pour plus d'information, consultez le site Web du Fonds canadien de reconnaissance de l'internement durant la Première Guerre mondiale au <http://www.internmentcanada.ca>.

La participation à l'échelle internationale

Le Canada joue un rôle actif sur les tribunes internationales pour les questions liées au multiculturalisme, au paysage démographique changeant, à la discrimination, au racisme et aux droits humains fondamentaux. Le



Le centre d'interprétation du camp Spirit Lake, au Québec, sert de lieu de commémoration permanent du camp où furent internés, pendant la Première Guerre mondiale, quelque 1 200 détenus, dont la majorité étaient d'origine ukrainienne.

Programme du multiculturalisme est l'hôte des représentants d'un certain nombre d'autres pays et d'organisations internationales afin de discuter des modèles canadiens de multiculturalisme et d'intégration, ainsi que de partager des pratiques exemplaires. Les rencontres sont souvent organisées en collaboration avec le personnel d'autres directions générales de CIC et d'autres ministères concernés par ce sujet, comme les ministères de la Justice, du Patrimoine canadien et des Affaires étrangères et du Commerce international.

Appuyer les institutions fédérales et publiques

La *Loi sur le multiculturalisme canadien* exige que l'on préconise et promeuve une approche coordonnée pour l'application de la politique de multiculturalisme. En 2011-2012, CIC a continué de fournir des conseils aux institutions fédérales sur l'application de la *Loi*.

Un des mécanismes utilisés pour fournir ce soutien est le **Réseau des champions du multiculturalisme**. En 2011-2012, le Réseau a poursuivi son travail en vue de réaliser ses priorités à court et à moyen terme afin de mettre en œuvre le multiculturalisme et d'aborder les défis des institutions fédérales. Le Portail du multiculturalisme, un portail en ligne créé pour favoriser une meilleure collaboration et un meilleur partage d'information entre les institutions fédérales, a été inauguré en février 2012. Les champions ont aussi envisagé des façons de relever les défis et de faire avancer le multiculturalisme au sein de leur institution respective. Ils ont cerné les défis communs et propres à chaque secteur, et ils ont discuté de solutions possibles. On compte actuellement plus de 90 champions à l'échelle de toute l'administration fédérale.

Un autre mécanisme pour appuyer les institutions fédérales en ce qui a trait à leur sensibilité institutionnelle au multiculturalisme est la formation et le partage de connaissances.

En octobre 2011, un manuel électronique a été créé en guise d'outil de référence à « guichet unique », qui s'adresse tant aux champions aguerris qu'aux nouveaux champions. CIC a présenté des exposés sur le multiculturalisme à diverses institutions fédérales à l'appui de leurs activités. De plus, pour la cinquième année consécutive, CIC a soutenu les institutions fédérales dans la préparation de leur bilan annuel des activités et des initiatives qu'elles ont entreprises en vue d'appliquer la *Loi sur le multiculturalisme canadien*.

Le **Réseau fédéral-provincial-territorial des responsables des enjeux liés au multiculturalisme** sert de tribune permanente permettant aux représentants des gouvernements fédéral, provinciaux et territoriaux d'échanger de l'information et de participer à un dialogue politique sur les programmes, la recherche et d'autres questions liées au multiculturalisme, à la diversité et à la lutte contre le racisme. Au début de 2011, un plan d'action à long terme a été élaboré pour orienter les travaux futurs du Réseau. Les domaines prioritaires d'intervention comprenaient la réalisation d'une analyse comparative des lois et des obligations de chaque compétence, un examen de la façon dont les lois sont appliquées, le partage de recherche et d'autres données ainsi que le suivi des tendances et des enjeux. Ces activités aideront à brosser un tableau plus clair des activités de multiculturalisme dans tous les coins du Canada et à partager les pratiques exemplaires entre les institutions.

DES EFFORTS COMPLÉMENTAIRES EN MATIÈRE DE MULTICULTURALISME

Le ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration continue de promouvoir l'intégration des personnes et des communautés dans la société canadienne en appuyant **des politiques, des programmes et des services complémentaires** qui contribuent à la création d'une société intégrée et cohésive sur le plan social.

La citoyenneté

La citoyenneté est une étape importante dans l'intégration à long terme des nouveaux arrivants. Le but du Programme de citoyenneté est d'administrer la législation en matière de citoyenneté et de promouvoir les droits et les responsabilités liées à la citoyenneté canadienne auprès des nouveaux arrivants et de tous les Canadiens. En 2011, CIC a continué d'axer ses efforts en vue d'améliorer l'intégrité de programme et d'accentuer la valeur de la citoyenneté canadienne en examinant les conditions linguistiques actuelles afin de mieux évaluer les aptitudes linguistiques des nouveaux arrivants. CIC a réalisé un examen des activités de citoyenneté, qui a débouché sur un plan d'action ministériel pour moderniser le processus d'attribution de la citoyenneté. CIC a instauré et mis en œuvre des politiques et des procédures en vue d'accroître l'efficacité et l'intégrité du programme, et il a accordé la priorité à la prévention de la fraude en matière de citoyenneté. De plus, CIC continue de promouvoir la participation civique et la valeur de la citoyenneté auprès des nouveaux arrivants et des Canadiens de longue date, tout en mettant l'accent sur les valeurs, l'histoire, les symboles et les institutions du Canada ainsi que les droits et les responsabilités liées à la citoyenneté.

Le renforcement de la base essentielle de connaissances pour la citoyenneté est une activité clé du Programme de citoyenneté. Celui-ci s'acquitte de cette tâche grâce à la publication du guide d'étude pour la citoyenneté, *Découvrir le Canada : Les droits et responsabilités liés à la citoyenneté*. D'avril 2011 à mars 2012, approximativement 307 000 exemplaires imprimés de *Découvrir le Canada* ont été distribués. De plus, *Découvrir le Canada* a été téléchargé à partir du site Web de CIC plus de 200 000 fois, et la version audio du guide a été consultée à environ 526 000 reprises. En octobre 2011, par souci d'accroître l'accessibilité pour les lecteurs, CIC a inauguré des applications mobiles et une version en

livre électronique de *Découvrir le Canada*.

Durant cette période, les applications mobiles ont été téléchargées environ 14 000 fois, tandis que le livre électronique a été téléchargé plus de 26 000 fois. Près du quart des visites dans la section Citoyenneté du site Web de CIC sont attribuables au contenu de *Découvrir le Canada*.

Dans le cadre de l'initiative de modernisation du Programme de citoyenneté, en octobre 2011, CIC a mené une consultation sur une proposition visant à modifier le *Règlement sur la citoyenneté* dans le but d'exiger que les demandeurs de citoyenneté fournissent une preuve objective de leurs aptitudes linguistiques dans une langue officielle au tout début du processus de demande de citoyenneté. Les modifications ne viendraient pas accroître le niveau des compétences linguistiques exigées à des fins d'attribution de la citoyenneté, mais feraient en sorte que les demandeurs seraient tenus de fournir une preuve objective de leurs aptitudes linguistiques dans une langue officielle en expression orale et en compréhension de l'oral – autant de compétences essentielles pour une intégration réussie. En insistant davantage sur l'acquisition et l'amélioration des aptitudes linguistiques dans les langues officielles, CIC encourage les demandeurs à acquérir les compétences qui contribuent à une meilleure intégration sociale et qui se traduisent, entre autres avantages, par une employabilité accrue et des revenus plus élevés.

En 2011-2012, 18 % des cérémonies de citoyenneté organisées par CIC ont eu lieu dans des communautés de tous les coins du pays en collaboration avec différents organismes et partenaires gouvernementaux. Grâce à ces cérémonies, les Canadiens ont l'occasion de réaffirmer leur citoyenneté aux côtés des personnes qui reçoivent leur citoyenneté canadienne. CIC a organisé différentes activités relatives aux commémorations du gouvernement du Canada, comme le Jubilé de diamant, et a conçu et distribué du matériel promotionnel pour la célébration du

bicentenaire de la guerre de 1812. CIC continue d'assurer un modèle de citoyenneté qui favorise un sentiment d'appartenance commun basé sur les valeurs fondamentales canadiennes.

L'intégration

Le Programme d'établissement de CIC finance des projets pour aider les nouveaux arrivants à tisser des liens avec les Canadiens et leurs propres collectivités à l'appui d'une société intégrée.

En 2011-2012, de nouveaux **Partenariats locaux d'immigration** (PLI) ont été mis en place dans des collectivités rurales de l'Ontario, pour un total de 45 PLI dans la province de l'Ontario. Ces conseils de PLI ont reçu du financement en vertu du Programme d'établissement dans le but de réaliser des consultations exhaustives auprès d'organisations et d'intervenants communautaires. Ce faisant, ils ont été en mesure de recueillir de l'information détaillée sur les besoins des nouveaux arrivants et des communautés ainsi que de s'attaquer aux barrières locales à l'intégration. CIC se servira de ces plans pour orienter les processus et établir ses priorités locales, régionales et nationales. De plus, CIC prend des mesures pour faire l'essai de PLI dans les Prairies et il a amorcé des discussions préliminaires avec les intervenants intéressés à créer des PLI dans les provinces de l'Atlantique.

En améliorant les relations sociales entre les nouveaux arrivants, les Canadiens, les communautés et les institutions publiques, le **volet Connexions communautaires** du Programme d'établissement contribue directement à l'objectif d'accroissement de la compréhension interculturelle. Ce volet appuie une variété d'activités offrant des occasions d'interaction interculturelle entre les nouveaux arrivants et leur collectivité ainsi que de création de liens entre différents groupes de nouveaux arrivants (les jeunes, les aînés, les réfugiés, les femmes, les nouveaux arrivants handicapés, etc.) et les réseaux de soutien locaux.

En 2011-2012, CIC a collaboré avec les gouvernements provinciaux et territoriaux en vue d'entreprendre un sondage pancanadien sur les résultats en matière d'établissement. Le but du **Sondage sur les résultats en matière d'établissement** est de recueillir de l'information d'un bout à l'autre du pays sur la façon dont s'en tirent les nouveaux arrivants, ainsi que de cerner les domaines qui ont la plus grande incidence sur l'établissement en général. On compte faire le sondage en 2012-2013.

Le **Programme fédéral de stage pour les nouveaux arrivants** (PFSNA) offre aux nouveaux arrivants de l'expérience de travail canadienne à la mesure de leurs compétences et de leur expérience au sein des ministères et

Le ministre Kenney assiste à une cérémonie de citoyenneté spéciale soulignant le Jubilé de diamant de Sa Majesté la reine Elizabeth II, en compagnie de Raylene Baker, greffière de la citoyenneté canadienne, du major Peter Saunders, Aviation royale canadienne, de Deborah Corry, greffière de cérémonie, de Renata Brum Bozzi, juge de la citoyenneté, et de Kevin Stewart MacLeod, secrétaire canadien de Sa Majesté la reine et huissier du bâton noir au Sénat du Canada.

Ottawa, 2012



organismes fédéraux participants. Le programme a été créé pour répondre à un obstacle clé à la participation au marché du travail pour les nouveaux arrivants, à savoir le manque d'expérience de travail canadienne. En 2011-2012, 20 ministères et organismes fédéraux ont participé au programme et 63 placements professionnels ont été offerts. CIC a accueilli 25 stagiaires : 14 à Ottawa et 11 dans les bureaux régionaux. Le PFSNA est actuellement offert à Ottawa-Gatineau, à Toronto et à Vancouver-Victoria. À la fin de mars 2012, un questionnaire a été envoyé aux finissants du programme dans le but d'évaluer leurs résultats sur le plan de l'emploi à la fin des stages; les résultats seront disponibles d'ici mars 2013.

Le **Programme pilote de mentorat de la fonction publique fédérale** s'adressant aux nouveaux arrivants a vu le jour à l'automne 2011 et permet de jumeler des nouveaux arrivants avec des fonctionnaires fédéraux au sein de leur communauté afin de leur permettre d'acquérir des connaissances sur leur travail au Canada et d'établir des réseaux professionnels. Cette initiative pilote est exécutée en partenariat avec des organismes régionaux de services aux immigrants, lesquels sont souvent le premier point de contact et une ressource clé pour bon nombre de nouveaux arrivants. En 2011-2012, 25 jumelages entre mentors et mentorés ont été créés et mis à l'essai à Ottawa, à Toronto et à Calgary.

Une intégration rapide au marché du travail est une étape clé dans le processus pour que les nouveaux arrivants participent pleinement à la société canadienne.

La recherche

CIC continue d'entreprendre un certain nombre d'initiatives de recherche qui promeuvent la compréhension de l'immigration, de l'établissement, de la citoyenneté et du multiculturalisme au Canada. Des rapports de recherche diffusés en 2011-2012 centrés sur le multiculturalisme ont apporté des connaissances dans le domaine des identités collectives, des attitudes publiques et une meilleure compréhension de la géographie résidentielle des groupes ethnoculturels au Canada (par exemple, dans quelle mesure les immigrants récents et plus anciens ainsi que les Canadiens nés au pays s'identifient à différentes identités collectives; l'opinion publique sur les principales questions liées au multiculturalisme et à l'immigration; et les tendances dans la géographie résidentielle des groupes ethnoculturels habitant à Montréal, à Toronto et à Vancouver). Un certain nombre de produits de recherche de CIC et de statistiques sont disponibles sur le site Web ministériel à l'adresse <http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/recherche-stats.asp>.



Le ministre Kenney assiste à une cérémonie de remise des diplômes du Programme fédéral de stage pour les nouveaux arrivants (PFSNA).

Ottawa, 2012

TROISIÈME PARTIE :

L'APPLICATION DE LA *LOI SUR LE MULTICULTURALISME CANADIEN* DANS L'ENSEMBLE DES INSTITUTIONS FÉDÉRALES

La *Loi sur le multiculturalisme canadien* s'applique à toutes les institutions fédérales, y compris les ministères, les établissements publics ou les sociétés d'État, les offices, les commissions ou les conseils, ou encore d'autres organismes ou bureaux qui sont chargés d'une fonction gouvernementale sous le régime d'une loi fédérale ou en vertu des attributions du gouverneur en conseil.

Cette partie met en relief les activités entreprises par les institutions fédérales pour appliquer la *Loi*, particulièrement en réponse au paragraphe 3(2), qui stipule que toutes les institutions fédérales (qui désignent les ministères, les offices, les commissions ou les conseils, ou encore les établissements publics) ont l'obligation de :

- a) faire en sorte que les Canadiens de toutes origines aient des chances égales d'emploi et d'avancement;
- b) promouvoir des politiques, programmes et actions de nature à favoriser la contribution des individus et des collectivités de toutes origines à l'évolution du pays;
- c) promouvoir des politiques, programmes et actions permettant au public de mieux comprendre et de respecter la diversité des membres de la société canadienne;
- d) recueillir des données statistiques permettant l'élaboration de politiques, de programmes et d'actions tenant dûment compte de la réalité multiculturelle du pays;

- e) mettre à contribution, lorsqu'il convient, les connaissances linguistiques et culturelles d'individus de toutes origines;
- f) généralement, conduire leurs activités en tenant dûment compte de la réalité multiculturelle du Canada.

Chaque année, les institutions fédérales font rapport de l'application de la *Loi*. Cette année, comme par les années passées, près de 80 % des institutions fédérales ont soumis un bilan des activités et des initiatives particulières dans le domaine du multiculturalisme entrepris au cours de la période visée par le rapport. Une liste complète de ces institutions se trouve à l'annexe A. Les commentaires reçus comprenaient les réponses des institutions à un sondage contenant des questions sur l'opérationnalisation de la *Loi*. En général, selon les réponses reçues, les institutions fédérales établissent et mettent en œuvre efficacement leurs plans.

Les activités mises en relief ci-dessous sont classées comme suit : Établir des partenariats avec des organisations externes; Promouvoir la compréhension interculturelle; Intégrer l'éducation publique et l'action directe dans les programmes et les activités qui répondent directement au mandat institutionnel; et Appuyer la recherche et la diffusion sur les changements démographiques de plus en plus fréquents au sein de la société canadienne. Ces catégories sont liées directement aux exigences énoncées dans la *Loi*.

ÉTABLIR DES PARTENARIATS

Les institutions fédérales ont fourni de l'information sur la façon dont elles assurent la promotion des échanges et de la coopération entre les collectivités diversifiées au Canada et elles ont fait rapport d'initiatives qui sont soit internes à l'institution fédérale ou externes en collaboration avec d'autres partenaires et intervenants. Les institutions ont été encouragées à faire rapport d'activités qui ont aidé à veiller à la pleine participation des personnes de toutes les origines ainsi que de leurs communautés. Cette catégorie peut comprendre la consultation, la collaboration ou la création de partenariats avec des organisations communautaires qui aident à livrer ou à promouvoir les programmes fédéraux.

L'**Agence canadienne de développement international** a forgé un partenariat avec l'Université Simon Fraser afin d'exécuter un projet, intitulé « Participation des diasporas au développement : exploiter notre potentiel translocal de changement ». Dans le cadre des activités du projet, les dirigeants communautaires des diasporas de Vancouver ont participé à un dialogue public et à une série d'apprentissage collaboratif qui compte cinq parties. En partageant leurs histoires et en examinant les répercussions de leur travail et efforts de développement tant au Canada qu'à l'échelle internationale, les participants ont exploré le grand potentiel du développement dirigé par les diasporas. Ces dialogues publics ont porté sur des sujets comme la réduction de la pauvreté, la santé, l'éducation, la sécurité humaine et la consolidation de la paix. De plus, cette série d'apprentissage a offert une tribune pour le partage d'expériences et le mariage de la théorie et de la pratique dans le but de créer des ressources et des outils qui appuieront le travail de développement dirigé par les diasporas.

Le bureau régional du sud de l'Ontario de l'**Agence des services frontaliers du Canada** a participé au Arab Anti-Discrimination Committee, qui est composé de représentants du secteur de l'application de la loi de plusieurs ministères et organismes. Ce comité met l'accent sur les questions liées à la formation et sur l'amélioration des perceptions discriminatoires dans l'application de la loi.

À **Agriculture et Agroalimentaire Canada** (AAC), une initiative d'intervention directe auprès des professionnels agricoles nouveaux arrivants a vu le jour à la suite d'une réunion avec les principaux fournisseurs de services aux nouveaux arrivants de Saskatoon. La communauté d'établissement a manifesté le besoin d'expertise pour passer en revue les curriculum vitae des candidats nouveaux arrivants dans le domaine de l'agriculture ainsi que de soutien en vue d'offrir des possibilités de mentorat aux participants des programmes de formation professionnelle. Grâce à ces interactions, AAC a reconnu que les employés pouvaient partager des connaissances et des compétences avec la communauté d'établissement.

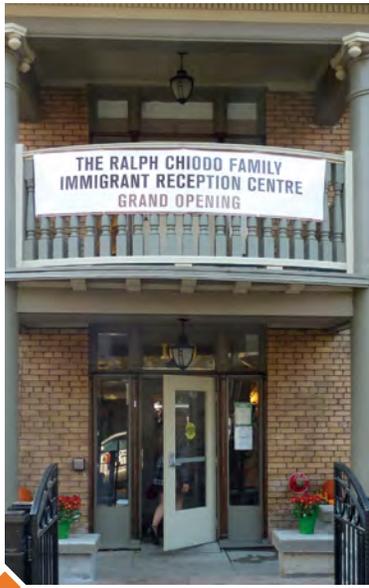
La **Société canadienne d'hypothèques et de logement** (SCHL) élabore les Profils d'ensemble de logement abordable, soit un ensemble de descriptions de solutions pour créer des logements abordables qui ont fait leur preuve au sein de collectivités des quatre coins du Canada. Ces profils de projet offrent de l'information pour appuyer la création de partenariats et d'initiatives semblables par des organismes de logement sans but lucratif, des groupes communautaires, des entreprises privées et des municipalités. À la fin de 2011, plus de 300 profils de projets et histoires de réussites, ainsi que 21 vidéos

démontrant les différentes approches et les répercussions sur la vie des Canadiens, étaient disponibles sur le site Web de la SCHL. Les profils de projet comprenaient la contribution de groupes confessionnels ainsi que le soutien aux aînés, aux peuples autochtones, aux femmes et aux personnes handicapées. Pour plus d'information, consultez le site <http://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/prin/celoab/index.cfm>.

Parcs Canada, en partenariat avec l'Institut pour la citoyenneté canadienne, offre le programme de Laissez-passer culturel, qui donne accès à des parcs nationaux, à des sites historiques et à des aires marines de conservation dans chaque province et territoire. En participant à ce programme, Parcs Canada offre, aux nouveaux citoyens canadiens qui montrent leur Laissez-passer culturel et jusqu'à quatre personnes à charge mineures, l'accès gratuit à plus de 100 lieux de Parcs Canada pendant un an à compter de la date à laquelle ils obtiennent leur citoyenneté.

En février 2012, la Commission canadienne pour l'UNESCO, qui opère sous l'autorité générale du **Conseil des arts du Canada**, a inauguré un guide contenant de l'information pratique pour appuyer le travail des municipalités et de leurs partenaires en vue de renforcer leurs initiatives locales et leurs politiques contre le racisme et la discrimination injuste. Le guide pratique est disponible au http://www.unesco.ca/en/home-accueil/ccmard-cmrd.aspx?sc_lang=fr.

Les programmes d'éducation financière de l'**Agence de la consommation en matière financière du Canada** (ACFC) visent à aider tous les Canadiens à acquérir des compétences financières qu'ils pourront utiliser tout au long de leur vie. L'ACFC travaille avec des partenaires des secteurs public, privé et sans but lucratif pour améliorer l'éducation financière de tous les Canadiens. L'ACFC offre de la formation aux éducateurs communautaires, qui enseignent ensuite ces compétences dans le cadre d'ateliers offerts dans tout le pays, ce qui leur permet de joindre des Canadiens de différentes origines culturelles, les communautés autochtones, les nouveaux arrivants et les personnes à faible revenu. La collaboration avec les organisations sans but lucratif et d'autres intervenants clés aide l'ACFC à joindre les communautés ethnoculturelles et les nouveaux arrivants ainsi qu'à mieux combler leurs besoins et à tenir compte de leur réalité. L'ACFC travaille actuellement avec Arctic Co-operatives Limited et l'Association des coopératives du Canada en vue d'élaborer un atelier d'éducation financière modulaire destiné aux communautés autochtones du Nord canadien. De plus, l'ACFC lancera un nouveau programme d'éducation financière pour les adultes, que les organisations sans but lucratif pourraient utiliser auprès des différentes communautés ethnoculturelles et des nouveaux arrivants.



Le Ralph Chiodo Family Immigrant Reception Centre, à Toronto. Photo gracieusement fournie par Infrastructure Canada.

PROMOUVOIR LA COMPRÉHENSION INTERCULTURELLE

Afin d'améliorer davantage la capacité des personnes et des communautés de toutes les origines de contribuer à la société canadienne, la *Loi sur le multiculturalisme canadien* contient une disposition pour la préservation et l'utilisation des langues autres que le français et l'anglais. Les institutions fédérales appuient l'utilisation de telles langues, lorsqu'il convient de le faire, et font la promotion de la compréhension interculturelle en tirant parti des connaissances culturelles de leurs employés afin d'améliorer la prestation de services fédéraux.

Pour la première fois au cours d'une élection générale, lors de la 41^e élection générale (le 2 mai 2011), **Élections Canada** a embauché 300 agents de relations communautaires pour informer les résidents d'établissements pour personnes âgées et de soins de longue durée et expliquer l'initiative d'inclusion de la carte d'information de l'électeur comme preuve d'identité et d'adresse. De plus, Élections Canada a accentué l'embauche d'agents de relations communautaires d'un bout à l'autre du pays afin d'établir des liens pour joindre les groupes qui pourraient se heurter à des obstacles pour voter, afin de s'assurer qu'ils connaissent leur droit de vote et les façons de l'exercer. Les agents de relations communautaires fournissent de l'information importante à des groupes particuliers : les jeunes, les communautés ethnoculturelles, les sans-abri, les Autochtones et les personnes âgées qui habitent dans des résidences ou des établissements de soins de longue durée. Les agents livrent leurs messages en installant des kiosques d'information, en faisant des présentations, en animant des groupes de discussion et en distribuant de la documentation. L'action directe auprès des communautés autochtones a aussi compris l'embauche de 303 aînés et jeunes autochtones, qui ont aidé les électeurs le jour du scrutin en leur expliquant le déroulement du vote, en répondant à des questions générales et en servant d'interprètes. Également, le centre

d'appel d'Élections Canada a fourni des services linguistiques en 127 langues.

Le Ralph Chiodo Family Immigrant Reception Centre de Toronto a un engagement de longue date visant à appuyer les contributions des immigrants au Canada. Chaque année, il offre un abri temporaire et des services d'établissement à environ 1 000 réfugiés. Construit il y a plus de 90 ans, l'immeuble qui abrite cet important établissement avait besoin de rénovations majeures. Les améliorations, réalisées grâce au financement d'**Infrastructure Canada**, ont permis à l'organisation d'offrir un environnement encore plus moderne et accueillant à une partie des nouveaux arrivants les plus vulnérables qui arrivent au pays.

Bibliothèque et Archives Canada (BAC) a conçu un outil d'apprentissage en ligne centré sur les immigrants ethnoculturels au Canada. Vingt-quatre groupes immigrants ont été choisis pour illustrer la diversité de la société canadienne. Les trousseaux, accessibles à tous sur Internet, contiennent du matériel comme des documents, des photographies, des œuvres d'art et des cartes, et elles servent de « fenêtre » sur la collection pour toute personne désireuse d'en apprendre davantage sur l'histoire de l'immigration canadienne. BAC travaille de concert avec des collectivités et associations culturelles afin de veiller à ce que ces ressources en ligne répondent aux besoins de toutes les communautés du Canada. Chaque trousse renferme de l'information propre à un groupe communautaire ethnoculturel. Les utilisateurs ont donc accès à des photographies, à des œuvres d'art, à des textes, à de la musique et à d'autres éléments associés à un groupe en particulier. Les quatre premières trousseaux sont maintenant disponibles aux adresses suivantes :

- a. Les Chinois : trousse en ligne sur le patrimoine - <http://www.bac-lac.gc.ca/fra/immigration/Pages/chinois.aspx>

- b. Les Japonais : trousse en ligne sur le patrimoine - <http://www.bac-lac.gc.ca/fra/immigration/Pages/japonais.aspx>
- c. Les Indiens d'Asie : trousse en ligne sur le patrimoine - <http://www.bac-lac.gc.ca/fra/immigration/Pages/indiens-asie.aspx>
- d. Les Ukrainiens : trousse en ligne sur le patrimoine - <http://www.bac-lac.gc.ca/fra/immigration/Pages/ukrainien.aspx>

En juillet 2011, **VIA Rail Canada** a parrainé un train spécial en reconnaissance du 120^e anniversaire des Ukrainiens au Canada. Le train historique des pionniers ukrainiens a voyagé de Halifax à Edmonton, tout en faisant escale à différents endroits, amenant les participants à de nombreuses activités ukrainiennes et canadiennes, à des célébrations et à des cérémonies en chemin. On comptait parmi les passagers du train historique des pionniers ukrainiens des représentants gouvernementaux canadiens et ukrainiens, des membres des médias, des interprètes, des artistes et des dirigeants culturels et d'affaires.

En octobre 2011, avec l'appui de la Commission canadienne pour l'UNESCO, qui opère sous l'autorité générale du **Conseil des arts du Canada**, la Essex County Black Historical Research Society et le Detroit River Project ont uni leurs efforts pour célébrer l'Année internationale des personnes d'ascendance africaine et le dixième anniversaire du monument international dédié au chemin de fer clandestin. Les deux parties du monument, situé à Windsor et à Detroit, se font face de chaque côté de la rivière Detroit et ont été créées par le sculpteur de Denver, Ed Dwight. Cette année avait pour but d'accroître les mesures nationales et régionales ainsi que la coopération internationale au profit des personnes d'origine africaine en ce qui a trait

à leur participation et intégration dans tous les aspects politiques, économiques, sociaux et culturels de la société, ainsi qu'à la promotion d'une meilleure connaissance et d'un plus grand respect de leur histoire.

En 2011, la **Monnaie royale canadienne** (MRC) a émis une pièce lotus lunaire représentant l'année du Dragon. La pièce présentait une interprétation asiatique classique d'un dragon mythique, arborant des fleurs de lotus de bon augure et des nuages de bonne fortune. Ce produit et les efforts de marketing déployés démontrent comment la MRC peut tirer parti de l'expertise d'artistes de différentes régions et origines ethnoculturelles pour s'assurer que ses produits sont le reflet de la riche et diversifiée réalité multiculturelle.

En septembre 2011, l'honorable Peter Kent, ministre canadien de l'Environnement et ministre responsable de **Parcs Canada**, ainsi que Brad Trost, député de Saskatoon-Humboldt, ont dévoilé une plaque de la Commission des lieux et monuments historiques du Canada commémorant la fondation de l'Institut Petro Mohyla à titre d'événement historique national. L'Institut Petro Mohyla, qui était une *bursa* ou résidence privée pour étudiants, a été fondé pour permettre aux Ukrainiens de la campagne de poursuivre des études secondaires ou universitaires, pour enseigner en ukrainien l'histoire et la littérature et pour encourager les étudiants à faire carrière en enseignement ou dans un domaine professionnel. Fait remarquable, dès sa fondation, l'Institut Petro Mohyla a encouragé l'éducation des femmes. Au fil des ans, l'Institut a été l'élément moteur derrière la création d'une série d'organisations canado-ukrainiennes; il est donc fortement associé à l'édification des fondements de l'identité et de la vie communautaire des Ukrainiens au Canada. L'Institut Petro Mohyla sert toujours de résidence d'étudiants.



Pièce de 50 \$ commémorant l'année du Dragon, pièce de une once en or fin, 2012.

Photo gracieusement fournie par la Monnaie royale canadienne.

La Gendarmerie royale du Canada Un modèle d'inclusion du multiculturalisme dans les politiques, les services et les pratiques au sein de l'institution

- La politique sur les services de police sans préjugés de la **Gendarmerie royale du Canada** (GRC), révisée en septembre 2011, veille au traitement équitable de toutes les personnes de la part de tous les employés de la GRC dans l'exercice de leurs fonctions, conformément à la loi.
- **Des programmes de sensibilisation communautaire** ont été mis en place dans les quatre coins du pays dans le but d'établir des relations positives avec toutes les communautés du Canada, d'approfondir la compréhension et la confiance, de veiller à ce que toutes les personnes soient traitées équitablement et respectueusement, de cerner et supprimer les barrières et d'assurer la protection de toutes les communautés canadiennes.
- Outre le Comité consultatif autochtone et le Comité consultatif national pour les minorités visibles, le détachement de Vancouver de la GRC a mis sur pied le Comité consultatif sur la diversité culturelle.
- Les recruteurs de la GRC ont assisté au Stampede de Calgary en juillet 2011. Ce festival a attiré des milliers de personnes de différentes origines culturelles provenant d'un peu partout au Canada. Les recruteurs ont tissé des liens avec les membres et les leaders de la communauté chinoise d'Edmonton. À la suite de cette activité, la GRC a été invitée à prendre la parole à trois salons de l'emploi organisés par la communauté chinoise. La GRC a préparé un exposé d'initiation aux carrières adapté à cet auditoire, qui a été présenté par un membre régulier de la GRC d'origine chinoise.



Recrutement de la GRC, à Calgary, en 2011. Photo gracieusement fournie par la Gendarmerie royale du Canada.

INTÉGRER L'ÉDUCATION PUBLIQUE ET L'ACTION DIRECTE

Les institutions fédérales entreprennent des activités d'éducation publique et d'action directe pour renforcer et accroître la participation de tous les Canadiens à la société civique. Des activités d'action directe et d'éducation, comme la publicité ou les communications dans des langues non officielles et la surveillance des médias ethniques, figurent parmi les initiatives qui ont été entreprises par les institutions fédérales l'an dernier.

Anciens Combattants Canada (ACC) offre aux Canadiens des occasions de souligner le multiculturalisme et de faire participer tous les Canadiens à des activités de commémoration. Par exemple, en 2011-2012, ACC a créé une nouvelle composante sur son site Web, intitulée « Les femmes et la guerre », qui contient de l'information sur des femmes noires, autochtones et asiatiques, notamment la soldate Roy et les infirmières Edith Anderson et Peggy Lee.

VIA Rail Canada continue d'offrir des programmes pour améliorer l'expérience culturelle des passagers à bord des trains par l'entremise de coordonnateurs d'apprentissage. Ces employés font ressortir l'histoire et la culture du Canada en partageant avec les passagers des renseignements historiques, géographiques et culturels intéressants ainsi que du divertissement à bord des trains qui voyagent à travers le Québec, le Nouveau-Brunswick et la Nouvelle-Écosse. Les sujets abordés traitent, entre autres, de la culture et de la cuisine acadiennes ainsi que de l'histoire et de l'identité du Canada atlantique et du Québec.

L'**Agence canadienne de développement international (ACDI)** a réaménagé son programme Citoyens du monde afin d'assurer une plus grande interaction avec le public, plus d'activités éducatives ciblées et une plus grande participation des jeunes au développement international. En vertu de ce programme, l'ACDI a renforcé le Programme de stages internationaux pour les jeunes et a lancé l'initiative des Stages internationaux pour les jeunes Autochtones (SIJA) ainsi que l'Initiative internationale de jumelage d'écoles (IIJE). Ces initiatives permettent de rechercher activement des participants provenant de différentes diasporas canadiennes, autochtones (indigènes et inuites) et culturelles et de diverses communautés linguistiques du Canada. Les SIJA et l'IIJE ont été mis en œuvre en tant que projets pilotes et ils ont permis d'accroître la participation des publics cibles.

Condition féminine Canada (CFC) reconnaît le besoin de stratégies qui abordent tout particulièrement les questions liées aux femmes ayant différents antécédents. Dans le cadre du Programme des femmes, du financement a été accordé à des projets qui font la démonstration de l'intégration des femmes de différentes origines. En 2011-2012, CFC a octroyé du financement, entre autres, au Collectif des femmes immigrantes du Québec, à Montréal (Québec) et à PRUDE Inc., à Saint John (Nouveau-Brunswick). Ces projets ont servi à venir en aide à des femmes de différentes origines qui vivent dans la pauvreté à Montréal et à Saint John.

« Compte tenu de l'environnement de plus en plus diversifié dans lequel nous vivons tous, le multiculturalisme s'intègre quotidiennement dans nos vies professionnelles et personnelles, et il n'existe plus en tant que concept autonome. » **Exportation et développement Canada**



« Les femmes et la guerre ». Photo gracieusement fournie par Anciens Combattants Canada.



L'élévation du mât totémique haïda des Deux-Frères, Parc national Jasper, en juillet 2011.

Photo gracieusement fournie par Parcs Canada.

Les participantes ont acquis les connaissances voulues pour atténuer leur pauvreté, leur analphabétisme, leur chômage et leurs situations d'exploitation. De plus, ces femmes ont acquis des compétences en vue d'accroître leur engagement au sein de leurs communautés.

Sous l'égide de l'Initiative fédérale en matière de violence familiale, **Justice Canada** et **Condition féminine Canada** ont coprésidé un groupe de travail interministériel sur les mariages forcés et la violence fondée sur le principe de l'honneur. Le groupe de travail est un regroupement de 15 ministères et organismes fédéraux. Il s'attache à faire avancer des projets de collaboration et il travaille avec les organisations communautaires, les fournisseurs de services et les intervenants du système judiciaire afin de prévenir et d'aborder ces formes particulières de violence familiale. En 2011-2012, Justice Canada a été l'hôte de deux ateliers portant sur le mariage forcé et la violence fondée sur le principe de l'honneur et visant à définir les besoins en formation. Le premier atelier s'adressait aux procureurs et aux policiers, tandis que le deuxième était destiné aux travailleurs de première ligne.

En 2011, la **Commission canadienne de sûreté nucléaire** (CCSN) a mis en œuvre le Programme de financement des participants. En vertu de ce programme, les membres du grand public, les groupes autochtones et d'autres intervenants peuvent demander du financement afin d'appuyer leur participation au processus de prise de décisions réglementaires de la CCSN et de participer à divers aspects des évaluations environnementales ou aux activités d'autorisation concernant les grandes installations nucléaires.

Le **ministère du Patrimoine canadien** offre des subventions et des contributions en vue d'activités artistiques et patrimoniales locales, comme des festivals et des activités commémoratives, qui enrichissent la vie communautaire locale et donnent aux Canadiens l'occasion de s'engager au sein de leur communauté.

À la fin de sa première année, le programme avait accordé du financement à des participants en vue de six projets précis. La CCSN a octroyé 87 000 \$ à quatre groupes communautaires autochtones pour appuyer leur participation au processus d'audiences de la CCSN sur les questions touchant la réglementation et les évaluations environnementales. Il en résulte, entre autres, que les recommandations de la Première Nation de la rivière Serpent ont fait en sorte qu'un titulaire de permis d'installation nucléaire a modifié le format de ses rapports de surveillance environnementale de manière à les rendre plus compréhensibles pour le grand public.

Parcs Canada a commandé un mât totémique au Conseil de la nation haïda pour remplacer le mât totémique du Corbeau, qui était âgé de 140 ans et était passablement détérioré. En juillet 2011, l'inauguration du nouveau mât totémique haïda, le mât totémique des Deux-Frères, sculpté par Jaalen et Gwaai Edenshaw, dans le parc national Jasper, a donné lieu à la plus grande célébration de la culture autochtone jamais organisée à Jasper. Pour souligner l'événement, Parcs Canada a publié *Les deux frères – Un récit haïda*. Illustré par les sculpteurs Jaalen et Gwaai Edenshaw, ce livre dévoile le récit haïda que raconte le mât totémique des Deux-Frères : l'histoire d'un voyage très ancien, des îles de la côte ouest de l'archipel Haida Gwaii jusqu'aux montagnes Rocheuses, et d'un lien étrange entre deux endroits très différents l'un de l'autre. Ce livre en trois langues (haïda, anglais et français) fait la promotion de la culture moderne des Haïdas et raconte le récit par l'illustration et le mot écrit.

Dans le cadre de ses activités d'action directe, le programme crée des outils mis à la disposition de toutes les communautés, notamment les communautés ethnoculturelles. En 2011-2012, le programme a appuyé 896 activités dans 561 communautés d'un bout à l'autre du pays qui ont célébré et reflété le patrimoine culturel et historique diversifié du Canada.

La **Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada** (CISR) continue d'offrir de la formation multiculturelle aux personnes nommées par le gouverneur en conseil. Une formation de sensibilité aux différences culturelles permet d'aborder les défis interculturels le moment venu d'interroger les demandeurs du statut de réfugié. Cette formation a pour but de renseigner les membres et les agents de tribunal au sujet des différences culturelles des personnes venant d'autres pays, afin qu'ils en tiennent compte lorsqu'ils interrogeront ces personnes, évalueront leur crédibilité et interagiront avec elles dans le cadre de leur travail comme participants au tribunal. De plus, la Section d'appel de l'immigration offre une séance sur la compétence culturelle, laquelle met l'accent sur l'évaluation de la preuve et de la crédibilité dans un contexte interculturel. Enfin, dans le cadre de sa formation, une équipe chargée de l'information sur les conditions du pays et la géographie donne aux décideurs un aperçu du contexte culturel des pays avec lesquels ils font affaire. La sensibilité culturelle est une des compétences que chaque candidat retenu doit posséder afin de faire partie du bassin en vue d'une nomination à la CISR. Le Comité consultatif de sélection pose des questions précises au cours de toutes les entrevues afin d'évaluer la compétence culturelle des candidats.

La **Commission canadienne des droits de la personne** a inauguré officiellement le Modèle de maturité pour les droits de la personne (MMDP) à l'automne 2011, dans le but d'offrir aux organisations sous réglementation fédérale les outils et l'information nécessaires pour assurer l'égalité devant la loi. Le MMDP sert de guide pour aider les employeurs à s'acquitter de leurs obligations législatives tout en maintenant une main-d'œuvre productive. Six organisations sous réglementation fédérale, dont Postes Canada et Financement agricole Canada, ont fait l'essai du Modèle.

Le **Service canadien du renseignement de sécurité** a 23 champions volontaires de la diversité, dont le rôle est d'aider à promouvoir

et à favoriser un milieu de travail axé sur l'accueil et l'acceptation. Les champions de la diversité prêtent main-forte aux employés en agissant à titre de liaison auprès de la Section de la gestion de la diversité et du Comité consultatif sur la diversité, ainsi qu'en communiquant tous les messages portant sur la diversité et les activités à venir.

L'**École de la fonction publique du Canada** continue d'encourager la participation à tous les niveaux à des activités professionnelles et à des occasions d'apprentissage dans les domaines de l'égalité des chances, de la diversité ainsi que de la prévention et du règlement du harcèlement en milieu de travail. En 2011-2012, grâce à des discussions informelles organisées par l'École, cette dernière a poursuivi ses efforts visant à mieux faire connaître ces questions, en permettant aux employés d'établir de meilleures pratiques et de mieux s'acquitter de leurs responsabilités en matière de prestation de services au sein de l'administration fédérale, conformément à la *Loi sur le multiculturalisme canadien*. Les discussions informelles ont notamment porté sur les sujets suivants :

- L'importance de l'intégration économique des immigrants en Colombie-Britannique;
- Découvrir les Inuits du Canada – Cette présentation et discussion interactive a permis aux participants de se renseigner sur les différentes facettes des principaux habitants de l'Arctique, les Inuits, notamment leurs politiques, leur paysage démographique, leur langue, leur culture et leur relation avec le gouvernement fédéral.

Les agents des services frontaliers de l'**Agence des services frontaliers du Canada** suivent une formation sur les différences culturelles et l'après-conflit pour faciliter leurs rapports avec les réfugiés qui arrivent aux points d'entrée et sont susceptibles d'avoir été victimes de traumatismes, de torture ou de trafic. Cette formation vise à doter les agents frontaliers des connaissances culturelles leur permettant de mieux interagir avec les réfugiés qui ne peuvent pas ou ne désirent pas parler à la police ou aux

« Il est avantageux pour tous les Canadiens de favoriser la pleine participation de tous les scientifiques et spécialistes agricoles hautement formés et qualifiés qui viennent au Canada chaque jour. En nous efforçant de joindre et d'inviter la communauté, nous créons un milieu accueillant où les représentants d'organismes d'établissement et les nouveaux arrivants se sentent à l'aise de "franchir les portes d'AAC". »

Agriculture et Agroalimentaire Canada

personnes en situation d'autorité par crainte d'oppression par les autorités compétentes.

Les **Forces canadiennes** (FC) continuent de donner suite aux demandes de tenue de service, de tenue opérationnelle et de besoins d'équipement de protection individuelle. Récemment, les uniformes des femmes dans

les FC ont été modifiés afin qu'ils soient adaptés aux prescriptions de la confession musulmane de pudeur dans l'habillement, et il existe une variété de motifs offerts pour répondre aux exigences religieuses. Les hijabs actuels sont en voie d'être améliorés. Le choix de couleurs et certains modèles résistants au feu sont à l'étude.

L'application de la *Loi sur le multiculturalisme canadien*

Au bureau régional de l'Ontario du **ministère du Patrimoine canadien**, la philosophie de gestion sous-jacente est que l'accroissement de la sensibilisation et de la compréhension veut que l'on transcende les attributs personnels de l'identité ou du patrimoine de chaque employé et que l'on fasse tout en son pouvoir pour veiller à ce que tous les employés se sentent respectés et croient que leurs perspectives sont dûment considérées par les décideurs. Une bonne gestion et des pratiques inclusives signifient que tous les employés :

- ont une compréhension commune de ce qui est considéré approprié comme comportement en milieu de travail;
- ont l'assurance qu'ils peuvent soulever des questions lorsque des manquements aux valeurs ou à l'éthique surviennent;
- favorisent une culture organisationnelle qui :
 - reconnaît et sollicite l'expertise du personnel pour prévoir, aborder, commenter ou guider les décisions qui soulèvent des questions sur l'accès, l'inclusion et la diversité – tant dans le milieu de travail qu'auprès des clients;
 - met à la disposition des employés une salle de prière pour la pratique religieuse et crée un milieu de travail où les employés et les collègues sont à l'aise avec l'observation des différentes confessions;
 - encourage les employés à organiser des activités qui reconnaissent les fêtes culturelles et les moments qui sont importants pour eux (p. ex., Noël, le Nouvel An chinois, le Mois de l'histoire des Noirs, l'Aïd al-Fitr).

L'Office des transports du Canada : L'application au sein d'un organisme de petite taille

L'Office des transports du Canada (OTC), qui compte 250 équivalents temps plein, offre un milieu de travail souple, par exemple en offrant chaque jour une salle de prière à ses employés qui ont des croyances ou obligations religieuses particulières.

Récemment, le champion de l'équité en emploi, de la diversité et du multiculturalisme a créé un groupe de travail sous le thème « Célébrer nos différences ». Les trois principales mesures stratégiques du Groupe de travail sur l'équité en emploi, la diversité et le multiculturalisme visent à :

- élaborer un diagnostic de la situation de l'OTC quant à l'équité en matière d'emploi, de diversité et de multiculturalisme;
- veiller au respect de toutes les responsabilités juridiques de l'OTC;
- promouvoir une culture organisationnelle selon laquelle les différences individuelles sont respectées, prises en compte et vues comme une force.

Ce groupe de travail a élaboré un plan d'action stratégique triennal dans le but premier de favoriser un milieu de travail inclusif, représentatif et adapté, où les différences individuelles sont respectées et vues comme une force.

APPUYER LA RECHERCHE ET LA DIFFUSION

Depuis longtemps, les institutions fédérales offrent du soutien afin de préserver, d'accroître, de faire rayonner et de promouvoir le multiculturalisme au Canada.

Le Programme des études canadiennes (PEC) du **ministère du Patrimoine canadien** encourage les Canadiens à se renseigner sur l'histoire, la vie civique et les politiques publiques du Canada. En 2011-2012, le PEC a offert du soutien à l'Association d'études canadiennes en vue de sa publication *Thèmes canadiens*, qui a consacré un numéro complet au thème du multiculturalisme. Le numéro du printemps 2011, qui s'intitule *La diversité et l'éducation pour la libération : réalités, possibilités et problèmes*, contient 15 articles sur des sujets ayant trait au multiculturalisme, à la diversité et à la citoyenneté, comme les perspectives conceptuelles sur le multiculturalisme et l'éducation multiculturelle, les défis liés à l'enseignement de l'histoire nationale dans le contexte du multiculturalisme canadien et une proposition pour une éducation multiculturelle transnationale.

Le **ministère de la Défense nationale** et les **Forces canadiennes** (FC) ont réalisé une étude intitulée *Attirer et recruter des Autochtones*, qui a été rendue publique en mars 2012. Le but du projet de recrutement des Autochtones était de prendre connaissance des opinions des Autochtones sur leur expérience de recrutement. Plus particulièrement, ce rapport résume les constatations des groupes de concertation quant aux raisons pouvant encourager ou dissuader les candidats potentiels à s'enrôler dans les FC, leurs opinions sur les mécanismes d'attraction, ainsi que leurs perceptions des FC et attentes envers celles-ci.

En 2011-2012, **Condition féminine Canada**, ainsi que 18 autres organismes fédéraux, a appuyé la production d'une publication de **Statistique Canada** parue en 2010-2011, *Femmes au Canada : rapport statistique fondé sur le sexe*, qui comprend des chapitres sur les femmes immigrantes et membres d'une minorité visible.

La Division de la recherche et des statistiques de **Justice Canada** a confié à la compagnie Prairie Research Associates le mandat de réaliser des entrevues auprès de jeunes appartenant à des communautés minoritaires de langue officielle (anglais au Québec et français dans le reste du pays) en conflit avec la loi.

En 2011-2012, le Collège Service Canada de **Ressources humaines et Développement des compétences Canada** a adopté une stratégie pour appuyer les besoins en apprentissage dans le nord du pays en mettant en œuvre une stratégie pour l'apprentissage et le développement du leadership dans le Nord canadien.

La Stratégie pour un milieu de Travail sans Racisme du Programme du travail de **Ressources humaines et Développement des compétences Canada** travaille avec les employeurs, les syndicats, les organismes communautaires et d'autres ministères fédéraux en vue de faire tomber, à l'aide de l'éducation et de la sensibilisation, les barrières auxquelles se heurtent certains membres des groupes de minorités visibles et des peuples autochtones.

L'Office national du film

Offrir une perspective sur la richesse et la diversité du Canada est une priorité pour l'Office national du film (ONF). Voici quelques œuvres produites en 2011-2012 conformément aux principes de la *Loi sur le multiculturalisme canadien* :

- *Les boxeuses de Kaboul*, réalisé par Ariel Nasr, un Canadien d'origine afghane, a été entièrement produit par l'ONF. Ce film a été présenté en première mondiale au International Documentary Film Festival Amsterdam (IDFA). *Les boxeuses de Kaboul* raconte l'histoire d'un groupe de jeunes femmes afghanes qui aspirent à devenir des boxeuses de calibre international et à représenter leur pays en boxe aux Jeux olympiques de 2012. Les jeunes femmes vivent un parcours passionnant d'évolution personnelle et politique. Le film a reçu le prix du pluralisme de la Inspirit Foundation au cours de l'édition 2012 du Hot Docs Canadian International Documentary Festival à Toronto.
- *Le grand Jerome*, réalisé par Charles Officer, a été entièrement produit par l'ONF. Il a été présenté en première mondiale dans le cadre de l'édition 2010 du Vancouver International Film Festival. Depuis, il a été montré au Hot Docs Documentary Festival de 2011 et au Festival international de cinéma Vues d'Afrique de 2011. Le film a gagné un Prix Léo pour meilleur film, meilleur montage, meilleur son et meilleure trame sonore dans la catégorie programme ou série documentaire. *Le grand Jerome* relate la vie de Harry Jerome, un sprinter

exceptionnel et un des meilleurs athlètes du Canada, à partir de ses débuts à Vancouver, en passant par les trois jeux olympiques auxquels il a participé, jusqu'à ce qu'il s'effondre subitement et décède prématurément.

- *On me prend pour une Chinoise!*, de Nicole Giguère (VF Productions et ONF), a été présenté en première mondiale au Festival des films du monde de Montréal dans la catégorie Documentaires du monde. Le film met l'accent sur la vie et les observations de cinq filles d'origine chinoise adoptées au Québec qui sont maintenant à l'âge de l'adolescence. La cinéaste les a accompagnées tout au long de leur recherche d'identité.

Également, l'Office national du film du Canada, en collaboration avec le Secrétariat des relations avec les Inuit des **Affaires autochtones et Développement du Nord Canada** et le gouvernement du Nunavut (ministère de l'Éducation), et avec le soutien d'organisations inuites, a rassemblé 24 films de sa collection, issus des quatre régions inuites du Canada (Nunatsiavut, Nunavik, Nunavut et Inuvialuit), dans un coffret DVD intitulé *Unikkausivut : transmettre nos histoires*. Des exemplaires du coffret ont été distribués aux 53 communautés inuites du Canada et aux Inuits dans certains centres urbains (Ottawa, Winnipeg, Toronto, Montréal et St. John's) et sont en vente. Les films sont aussi disponibles en ligne à l'adresse <http://www.nfb.ca/playlist/unikkausivut-sharing-our-stories/>.

CONCLUSION

Tout au long de l'histoire du Canada, et avant même que le terme ne soit popularisé par Paul Yuzyk, le multiculturalisme a toujours été un phénomène qui s'est produit organiquement, sans nécessairement avoir été imposé par le gouvernement. Le fait que nos communautés accueillent naturellement les nouveaux Canadiens qui travaillent fort et respectent les règles, et que les nouveaux Canadiens, en retour, sont désireux d'en apprendre davantage sur leur nouveau pays, son histoire, ses traditions et ses valeurs, est la marque d'une société saine. Grâce à cette attitude accueillante et à cette volonté de la part des nouveaux arrivants de s'intégrer sur

le plan social et économique, l'expérience historique du multiculturalisme du Canada continuera d'être une partie intégrante essentielle de notre avenir. La gamme et l'envergure des politiques, des programmes, des initiatives et des services mis en relief dans le présent Rapport annuel sur l'application de la *Loi sur le multiculturalisme canadien* démontrent l'engagement du gouvernement du Canada de maintenir une société canadienne pluraliste et pacifique alors qu'elle continue d'accueillir et d'intégrer de nouveaux Canadiens de différentes origines.

ANNEXE A : LES INSTITUTIONS FÉDÉRALES AYANT SOUMIS DES COMMENTAIRES

Administration canadienne de la sûreté du transport aérien	Commissariat à l'intégrité du secteur public
Administration de pilotage de l'Atlantique	Commissariat à la protection de la vie privée du Canada
Administration de pilotage des Grands Lacs, Ltée	Commissariat au lobbying du Canada
Administration de pilotage du Pacifique	Commissariat aux langues officielles
Administration du pipe-line du Nord	Commission canadienne d'examen des exportations de biens culturels
Administration du pont Blue Water	Commission canadienne de sûreté nucléaire
Agence canadienne d'évaluation environnementale	Commission canadienne des droits de la personne
Agence canadienne d'inspection des aliments	Commission canadienne des grains
Agence canadienne de développement économique du Nord	Commission canadienne du blé
Agence canadienne de développement international	Commission canadienne du lait
Agence de développement économique du Canada pour les régions du Québec	Commission canadienne du tourisme
Agence de la consommation en matière financière du Canada	Commission d'examen des plaintes concernant la police militaire
Agence de la santé publique du Canada	Commission de l'immigration et du statut de réfugié du Canada
Agence de promotion économique du Canada atlantique	Commission de la capitale nationale
Agence des services frontaliers du Canada	Commission de la citoyenneté
Agence du revenu du Canada	Commission de la fiscalité des Premières Nations
Agence fédérale de développement économique pour le Sud de l'Ontario	Commission de la fonction publique du Canada
Agence Parcs Canada	Commission des champs de bataille nationaux
Agence spatiale canadienne	Commission des plaintes du public contre la Gendarmerie royale du Canada
Banque de développement du Canada	Commission des relations de travail dans la fonction publique
Banque du Canada	Commission nationale des libérations conditionnelles
Bibliothèque et Archives Canada	Conseil canadien des normes
Bureau de l'enquêteur correctionnel	Conseil canadien des relations industrielles
Bureau de l'ombudsman fédéral des victimes d'actes criminels	Conseil d'examen du prix des médicaments brevetés
Bureau de la coordonnatrice de la situation de la femme	Conseil de contrôle des renseignements relatifs aux matières dangereuses
Bureau de la sécurité des transports du Canada	Conseil de la radiodiffusion et des télécommunications canadiennes
Bureau de transition canadien en valeurs mobilières	Conseil de recherches en sciences humaines
Bureau du commissaire à la magistrature fédérale Canada	Conseil de recherches en sciences naturelles et en génie du Canada
Bureau du Conseil privé	Conseil des arts du Canada
Bureau du surintendant des institutions financières	Conseil des produits agricoles du Canada
Bureau du vérificateur général du Canada	Conseil national de recherches du Canada
Centre canadien d'hygiène et de sécurité au travail	Construction de Défense (1951) Limitée
Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada	Corporation commerciale canadienne
Centre de la sécurité des télécommunications Canada	Corporation de développement des investissements du Canada
Centre de recherches pour le développement international	École de la fonction publique du Canada
Centre national des Arts	Élections Canada
Comité de surveillance des activités de renseignement de sécurité	Exportation et développement Canada
Comité des griefs des Forces canadiennes	
Comité externe d'examen de la Gendarmerie royale du Canada	
Commissariat à l'information du Canada	

Financement agricole Canada	pensions du secteur public
Fondation canadienne des relations raciales	Office de commercialisation du poisson d'eau douce
Gendarmerie royale du Canada	Office de financement de l'assurance-emploi du Canada
Greffé du Tribunal de la concurrence	Office des transports du Canada
Greffé du Tribunal des revendications particulières Canada	Office national de l'énergie
Infrastructure Canada	Office national du film du Canada
Institut de la statistique des Premières Nations	Parc Downsview Park Inc.
Instituts de recherche en santé du Canada	Programme du travail (sous RHDCC)
La Société des ponts fédéraux Limitée	Secrétariat des conférences intergouvernementales canadiennes
Ministère de l'Agriculture et de l'Agroalimentaire	Secrétariat du Conseil du Trésor du Canada
Ministère de l'Industrie	Service administratif des tribunaux judiciaires
Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration	Service canadien du renseignement de sécurité
Ministère de la Défense nationale et les Forces canadiennes	Service correctionnel du Canada
Ministère de la Diversification de l'économie de l'Ouest	Service des poursuites pénales du Canada
Ministère de la Justice	Société canadienne d'hypothèques et de logement
Ministère de la Santé	Société canadienne des postes
Ministère de la Sécurité publique	Société d'assurance-dépôts du Canada
Ministère des Affaires autochtones et du Développement du Nord	Société d'expansion du Cap-Breton
Ministère des Affaires étrangères et du Commerce international	Société des musées de sciences et technologies du Canada
Ministère des Anciens Combattants	Société du Musée canadien des civilisations
Ministère des Pêches et des Océans	Société immobilière du Canada limitée
Ministère des Ressources humaines et du Développement des compétences	Société Radio-Canada
Ministère des Ressources naturelles	Statistique Canada
Ministère des Transports	Table ronde nationale sur l'environnement et l'économie
Ministère des Travaux publics et des Services gouvernementaux	Téléfilm Canada
Ministère du Patrimoine canadien	Tribunal canadien des droits de la personne
Monnaie royale canadienne	Tribunal canadien des relations professionnelles artistes-producteurs
Musée canadien de la nature	Tribunal canadien du commerce extérieur
Musée des beaux-arts du Canada	Tribunal de la dotation de la fonction publique
Office Canada-Terre-Neuve-et-Labrador des hydrocarbures extracôtiers	Tribunal de la protection des fonctionnaires divulgateurs Canada
Office d'investissement du régime de pensions du Canada	Tribunal des anciens combattants (révision et appel)
Office d'investissement des régimes de	VIA Rail Canada Inc.

ANNEXE B : DES SITES WEB PERTINENTS

Le multiculturalisme au ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration

<http://www.cic.gc.ca/francais/multiculturalisme>

Rapport annuel sur l'application de la *Loi sur le multiculturalisme canadien*

<http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/publications/index.asp#multi>

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration – Évaluations de programmes

<http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/evaluation/index.asp>

Groupe de travail pour la coopération internationale en matière d'éducation, de mémoire et de recherche au sujet de l'Holocauste (ITF)

<http://www.cic.gc.ca/francais/multiculturalisme/holocauste.asp>

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration – Programme de reconnaissance historique pour les communautés

<http://www.cic.gc.ca/francais/multiculturalisme/programmes/communaute.asp>

Fondation canadienne des relations raciales (FCRR)

<http://www.crr.ca/fr>

Centre mondial du pluralisme (CMP)

<http://www.pluralisme.ca>

Ministère de la Citoyenneté et de l'Immigration – Recherche et statistiques

<http://www.cic.gc.ca/francais/ressources/recherche-stats.asp>

Société canadienne d'hypothèques et de logement (SCHL)

<http://www.cmhc-schl.gc.ca/fr/prin/ceioab/index.cfm>

Commission canadienne pour l'UNESCO

<http://www.unesco.ca/fr/home-accueil/ccmard-cmrd.aspx>

Bibliothèque et Archives Canada (BAC)

<http://www.bac-lac.gc.ca/fra/Pages/accueil.aspx>

Anciens Combattants Canada (ACC) – Les femmes et la guerre

<http://www.veterans.gc.ca/fra/archives/femmes>